

# Espagne 1976: UN AN DE JUAN CARLISME

dossier  
p.11 à 16

## **lutte** **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 428 - 13 novembre 1976 - prix : 3 F

**LE VIOL  
AUX  
ASSISES  
ET AU  
GRAND  
JOUR**

P. 10

# **GISCARD ET CHIRAC PREPARENT-ILS DES ELECTIONS ANTICIPEES ?**

vote du budget:

- **PÉNURIE POUR  
LA CULTURE.**
- **PAS D'AUSTÉRITÉ  
POUR L'ARMÉE.** P. 7





# SOMMAIRE

## DANS LE MONDE

Page 24 :

- Grande-Bretagne : les Travailleurs prêts à se saborder pour servir les intérêts du Capital.
- Les zélés de la torture, d'ici et d'ailleurs.
- Pologne : les travailleurs ne se laissent pas faire.

## EN FRANCE

Page 4 :

- Haute-Loire : vers un 2<sup>e</sup> tour serré.
- Echos de la campagne électorale.

Page 5 :

- La classe ouvrière a besoin d'un véritable plan de lutte.
- 0,51 % pour la culture.

Page 6 :

- Dassault vole... le pigeon paye.
- Fraude fiscale à Toulon.

Page 7 :

- Armée : quand le PS dit « oui » à la force nucléaire.
- Le service militaire en question.

Page 8 :

- Lortat-Jacob : des grands principes à la réalité.
- L'émancipation de la femme, vue par le CNPF.

Page 9 :

- Corse : est-ce la répression qui est « normale » ?
- Haroun Tazieff et la Soufrière.

Page 10 :

- Le suicide d'une maîtresse-auxiliaire de Nice.
- Viols en Assises.

Page 17 :

- Dans la presse d'extrême-gauche.

Page 18 :

- Hôpital = danger !
- RATP ; Rhône-Poulenc (Vitry) ; Peugeot-Sochaux.

Page 19 :

- Thomson-CSF (Levallois) : quand la CGT s'enlise à justifier les augmentations hiérarchisées.
- Sécurité sociale : qui sont les vrais fraudeurs ?
- Huré (Bagneux) : la section FO dissoute.

Page 20 :

- L'exploitation au jour le jour : Renseignements téléphoniques ; Saft-Bordeaux ; Peugeot-Sochaux ; Creusot-Loire ; travailleurs des routes (Toulouse).

## DOSSIER

ESPAGNE 1976

- Un an de Juan-carlisme.
- L'Espagne entre la dictature et la démocratie parlementaire.
- Quelles perspectives pour la classe ouvrière ?
- La question syndicale.

## DIVERS

- Livres : Les questions du mode de vie de Trotsky ; Génie la Falle d'Inès Cagnati ; Otalia de Bahia de Jorge Arnado ; French Ordinateurs ; J'ai été au matin de Pierre Daix.

Page 23 :

- Films : Mado de Claude Sautet ; Missouri Breaks d'Arthur Penn.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Un appel du comité des médecins contre la répression

A la suite de la lettre ouverte de Léonid Pliouchtch qui lançait un appel le 5 mai dernier pour la libération de trois médecins soviétiques internés, Semion Glouzman, Nikolaï Plakhotniouk et Mikhaïl Stern, et qui a recueilli le soutien de 673 médecins, trente médecins viennent de se réunir à la faculté de la Pitié.

Ils ont décidé de faire une délégation à l'ambassade d'Union Soviétique pour demander une réponse à la lettre de Léonid Pliouchtch. Ils ont également décidé de s'adresser à l'ensemble des médecins pour leur demander de prendre position sur cette affaire, et de continuer l'action engagée en élargissant cette campagne à tous les autres médecins victimes de la répression, en particulier en Amérique du Sud.

Un comité de médecins contre la répression a été créé : il invite tous les médecins à se joindre à leur action.

(Docteur BUI, 15 rue Henri Cardinaud, 94000 - Créteil).

(...) « Je m'adresse à vous pour vous demander de sauver la vie de plusieurs de vos collègues médecins soviétiques qui sont aujourd'hui en prison. (...)

Nikolaï Plakhotniouk est un spécialiste du poumon. (...) En 1970 il intervint publiquement pour prendre la défense du publiciste ukrainien Valentin Munoz. (...) Depuis octobre 1973, Nikolaï Plakhotniouk se trouve dans un hôpital psychiatrique-prison. Son état de santé est grave. Il a une tuberculose pulmonaire. (...)

Mikhaïl Stern (...) travaillait comme directeur du service polyclinique de consultations d'un dispensaire. (...) En mai 1974, il fut arrêté pour avoir donné l'autorisation à son fils, (...) de partir en Israël. (...)

Mikhaïl Stern fut condamné à huit ans de régime forcé et à la confiscation de ses biens. Il est gravement malade. Il souffre d'une tuberculose... Il ne pourra pas supporter la détention à laquelle il est condamné.

Semion Glouzman est psychiatre. Condamné à 7 ans de régime sévère et à trois ans d'exil. Motif de son arrestation : la rédaction d'une contre-expertise dans l'affaire du Général Grigorenko, alors condamné à séjourner dans un hôpital psychiatrique spécial... ».

## A propos de l'arrestation de deux étudiants iraniens et de l'expulsion de trois autres

La Confédération des Etudiants Iraniens nous a fait parvenir le communiqué suivant, qui dénonce les arrestations arbitraires et les expulsions qui ont suivi l'attentat manqué commis par des inconnus contre le chef de la SAVAK, la police politique iranienne.

Il va sans dire que Lutte Ouvrière s'associe pleinement à cette protestation.

« Les autorités françaises viennent d'annoncer leur décision de faire comparaître devant le tribunal deux des dix étudiants iraniens interpellés. (...) Ces deux étudiants iraniens, dont l'un est le secrétaire de la CISNU, sont soupçonnés par la police française d'être les « auteurs » de cet attentat et ce sur le témoignage du policier blessé lors de l'attentat qui

aurait « reconnu » les deux « tueurs ». (...) C'est là une provocation flagrante. (...) Par cet acte arbitraire, les autorités françaises montrent de manière on ne peut plus évidente leur volonté délibérée de servir le fascisme iranien au mépris des principes les plus élémentaires. (...)

Par la campagne qu'elles mènent actuellement contre les étudiants iraniens détenus, les autorités françaises poursuivent le but inavoué de préparer l'opinion publique à des mesures répressives exceptionnelles allant jusqu'à l'expulsion et même l'extradition, ce qui reviendrait à remettre nos camarades aux mains des bourreaux du Chah qui ont déjà à leur compte des centaines de victimes. (...)

A la suite de l'attentat, (...) trois

de nos camarades qui faisaient partie d'une dizaine d'étudiants iraniens interpellés par la police ont été expulsés samedi matin du territoire français (les polices allemandes et suisses les ont refoulés vers d'autres frontières).

Un autre camarade risque lui aussi d'être expulsé d'un instant à l'autre tandis que l'inculpation de nos camarades Nader Oskoui (le secrétaire de la CISNU) et Réza Takbiri dans des conditions tout à fait arbitraires et sur des accusations fallacieuses donne la mesure de la lourde menace qui pèse sur eux. (...)

L'arbitraire et les irrégularités abondent dans cette affaire qui constitue une véritable honte pour la police française... ».

## courrier des lecteurs

### Réforme de la presse de gauche et d'extrême-gauche ou conserver le goût masochiste de leurs lecteurs

Dans la plupart des quotidiens, hebdomadaires et mensuels de gauche et d'extrême-gauche, les rédacteurs en chef ont un malin plaisir d'étaler sur plusieurs pages les méfaits et brimades qu'inflige le monde capitaliste aux masses paysannes et ouvrières.

Faut-il rappeler que depuis le début de l'ère industrielle et même de l'époque féodale, les masses paysannes et ouvrières ont toujours enduré les caprices du capitalisme. C'est une réalité que nul n'est censé ignorer, la souffrance de l'ouvrier et plus généralement des « cas sociaux », puisque chacun de nous a à apporter un témoignage d'une usine, d'une plantation, si bien que personne n'ignore ce qu'est l'inégalité des salaires et les classes sociales. Pourquoi donc en reparler dans les journaux, ce sont des nouvelles pour qui ? A qui ces informations sont-elles destinées ? Je pense que les masses populaires sont conscientes de ces états de faits et n'ont nul besoin d'en être informées, à moins d'avoir un certain goût pour la douleur.

Il serait temps que les presses de gauche et d'extrême-gauche publient plus souvent les victoires, si rares et si petites soient-elles, de la masse ouvrière, estudiantine et paysanne. Exemples : revendications accordées après une grève, textes et décrets à appliquer au bénéfice de l'ouvrier (si rares soient-ils) à la suite d'une réclamation des masses populaires. Voilà ce qui pourrait être dit à l'ouvrier, confiant en lui-même, cela lui prouverait que lorsqu'il bouge, cela aboutit parfois à des victoires.

Bien sûr, nombreux sont ceux

qui achètent un journal pour lire des pages mémorant les misères qu'ils endurent parfois dans leur milieu professionnel, et c'est à se demander pourquoi ce goût masochiste de vouloir revivre le soir dans un quotidien ou un hebdomadaire les 8 heures ou 9 heures de durs labeurs dans des conditions déplorables ?

Soit une réforme de la presse de gauche et d'extrême-gauche est à faire, c'est un climat de rogne, l'envie de révolte qui est inculqué aux masses populaires, sans qu'elles s'en aperçoivent au travers d'un article faisant l'étalage de leurs propres souffrances.

Soit conserver le goût masochiste de ses lecteurs et dès lors, déplorer le déséquilibre mental de certains.

P.H.K.C. ancien J.C.R.

Bien sûr, chacun de nos lecteurs a la connaissance de multiples injustices dont sont victimes

les plus pauvres. Il faudrait parler des victoires, dis-tu. Oui.

Mais il s'agit aussi que chacun prenne conscience que les inégalités, les souffrances contre lesquelles il se révolte le concerne personnellement ou qu'elles touchent ceux qui l'entourent, ne sont pas des cas isolés, qu'elles ont un lien entre elles : qu'elles sont dues à l'organisation même de la société capitaliste. C'est ce que nous essayons de faire à travers notre journal. Ce n'est pas « avoir un certain goût pour la douleur », comme tu le prétends, mais au contraire, vouloir comprendre les causes de cette « douleur » — et donc les moyens d'y remédier.

Quant à dire que nous ne parlons que de cela, permettez-nous de ne pas être d'accord. Nous parlons au moins tout autant des succès, des expériences nouvelles faites par tous ceux qui luttent, des combats qui se mènent un peu partout. Et nous essayons d'y participer et de les impulser !

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

**LUTTE OUVRIERE (1)**

pour une période de un an : prix, 90 F.  
pour une période de six mois : prix, 50 F.

**LUTTE DE CLASSE** pour une période de un an : prix, 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE** pour une période de un an : prix, 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs .....

**NOM** .....

**Prénom** .....

**Adresse** .....

**Code postal** .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. (1) Rayer les mentions inutiles.



# GISCARD ET CHIRAC PRÉPARENT-ILS DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES ?

Bien que le dimanche 14 novembre soit situé, du moins pour certains, à la fin d'un week-end prolongé, il y a peu de chances que les états-majors politiques chôment ce jour-là, trop occupés sans doute à peser et à soupeser les résultats du deuxième tour des élections partielles de la Haute-Loire et du premier tour de celles qui se dérouleront dans six autres circonscriptions.

Et cela est vrai, non seulement en ce qui concerne l'opposition, où l'on va une fois de plus scruter les scores respectifs du Parti Communiste et du Parti Socialiste, mais également en ce qui concerne la majorité, qui ne manquera pas de s'intéresser en particulier au résultat obtenu par Chirac en Corrèze. Car si l'opération que celui-ci a menée depuis son départ de Malignon en direction de l'UDR et, plus généralement, en direction de tout le personnel politique de droite, a visiblement réussi, ces élections permettront de savoir quel effet e'lle a eu sur le corps électoral.

Et il est clair que le résultat de ces élections pèsera d'un grand poids dans les décisions que Giscard peut être amené à prendre dans le domaine des futures échéances électorales.

Le président de la République s'est certes toujours déclaré opposé à des élections anticipées. Mais il ne serait pas le premier à avoir multiplié de telles déclarations, avant d'organiser des élections aux dates lui convenant le mieux, et la récente rencontre Giscard-Chirac oblige à se demander s'il n'y a pas quelque chose de ce genre sous roche.

Pourquoi en effet Giscard a-t-il donc invité Chirac à l'Elisée ? Après deux mois de fâcherie, que se sont-ils dit ? Mystère ! Le bon peuple n'en saura rien, puisque les deux hommes ont décidé, selon leurs propres dires, qu'ils n'avaient pas de comptes à rendre à des gens qui pourtant sont censés les avoir élus.

Alors la question qui se pose, à propos de cet entretien Giscard-Chirac, c'est de savoir ce que les deux camarades peuvent bien nous cacher, quel mauvais coup ils ne veulent bien préparer derrière notre dos.

Pourquoi Giscard peut-il avoir décidé de rencontrer Chirac, alors que ce faisant il ne peut que renforcer le crédit politique d'un homme qui, depuis plus de deux mois, se présente comme son adversaire au sein de la majorité ?

L'hypothèse la plus vraisemblable c'est que Giscard se soit décidé à dissoudre la Chambre et à procéder à des élections législatives anticipées et rapprochées, et qu'il en ait informé Chirac pour préparer, avec lui, un plan de bataille ressoudant toute la droite pour l'emporter sur les partis de gauche.

Si des élections avaient lieu actuellement, elles se-

raient sans doute moins favorables à la majorité que celles de 1973. Mais si pour Giscard la situation actuelle n'est pas très bonne, elle ne pourrait guère aller, dans les mois qui viennent, qu'en se détériorant.

Non seulement parce que, au fur et à mesure que la crise se prolonge, la possibilité d'une victoire électorale de la gauche devient plus grande, mais aussi parce qu'au sein même de la majorité les positions de Giscard ne peuvent que s'effriter.

Au sein de sa propre majorité, Giscard rencontre en effet de plus en plus d'oppositions. Le changement de Premier ministre s'est, de ce point de vue, soldé pour lui par un échec.

L'UDR est aujourd'hui quasiment unanime derrière Chirac, prête à se lancer dans une opération de rénovation qui a d'autant plus de chances de séduire l'électorat de droite qu'elle est en train de se refaire une virginité dans une politique de semi-opposition au gouvernement.

Ces dernières semaines sur le problème de l'impôt sur le capital, comme, plus récemment, sur celui du Fonds Monétaire International, la fronde de l'UDR n'a pas cessé. C'est à se demander si Giscard n'a pas soumis la question de l'élection du Parlement européen au Conseil constitutionnel que pour s'assurer un mois d'armistice au sein de ses propres troupes.

Dans ces conditions, des élections anticipées pourraient représenter pour la droite toute une série d'avantages. La gauche n'aurait sans doute pas le temps de mobiliser son électorat, surtout si les dates choisies par Giscard lui imposaient une campagne raccourcie et précipitée, grâce à la proximité des fêtes. Et la droite pourrait bénéficier auprès de son électorat du crédit qu'a encore le plan Barre (qui mécontente à juste titre les travailleurs, mais qui, pour les mêmes raisons, a été bien accueilli par les possédants, auxquels l'arrivée au pouvoir de la gauche pourrait être présentée comme risquant de ruiner la monnaie et d'aggraver la crise).

Une telle politique serait bien dans la logique d'une société où l'on désigne du nom de « démocratie » l'ensemble des procédés (loi électorale inique, tripatoillage des circonscriptions, choix de la date la plus favorable) par lesquels nos gouvernants essaient d'obtenir un résultat électoral qui leur permette d'affirmer ensuite que les exploités sont d'accord pour être exploités comme ils le sont.

Tout ceci n'est qu'une supposition sur laquelle nous serons fixés dans les semaines qui viennent.

Mais si ce n'est pas la bonne, il reste à savoir quelle entourloupette Giscard et Chirac ont montée le 4 novembre derrière notre dos.

Arlette LAGUILLER.

# LA TAUPE... OU L'AUTRUCHE ?

A la suite de la publication du communiqué de Lutte Ouvrière expliquant pourquoi Giscard et Chirac pourraient être tentés de procéder à des élections anticipées, et protestant « par avance contre toute tentative de fausser l'expression du suffrage universel par de basses manœuvres », Rouge a publié un commentaire dont nous extrayons les lignes suivantes : « L'argument nous paraît très dangereux (...) Qu'expliquent le PC et le PS aux travailleurs ? (...) Ils se refusent à poser le problème d'un changement politique en dehors des échéances élec-

torales (...) Faut-il expliquer aux travailleurs qui subissent l'austérité qu'il faut attendre pour « laisser aux partis de gauche le temps de mobiliser tout leur électorat » ? (...) Et le rédacteur de Rouge de conclure noblement : « Les révolutionnaires (...) n'ont pas (...) à célébrer les vertus du suffrage universel dans la société actuelle. »

Ainsi donc, pour les camarades de Rouge, la question n'est pas de savoir si Giscard et Chirac se préparent à des élections anticipées, mais si il faut le dire aux travailleurs ! Et au nom de

quoi faudrait-il leur cacher, si on pense que c'est une hypothèse à prendre en considération ? Parce que cela entre en contradiction avec la politique consistant à réclamer des élections anticipées, sous prétexte de mettre le PC et le PS au pied du mur ! Mais le fait que Giscard puisse souhaiter de telles élections ne prouve-t-il pas à quel point la tactique des camarades de la LCR, réclamant de telles élections, sous prétexte de « mobiliser les travailleurs » est stupide.

Et qui « célèbre les vertus du suf-

frage universel dans la société actuelle » ? Lutte Ouvrière, qui dénonce les basses manœuvres possibles de Giscard, tout en rappelant que « ce n'est certes pas par la voie des élections que les travailleurs pourront changer la vie et la société », ou Rouge, qui base toute sa politique sur le fait que la droite serait aujourd'hui « minoritaire » dans le pays, et qui lie le mot d'ordre d'élections anticipées (ou de dissolution de l'Assemblée, ce qui revient au même), à celui de « Giscard dehors ! » ?

François DUBURG.



## ÉLECTIONS PARTIELLES DE HAUTE-LOIRE

# VERS UN DEUXIÈME TOUR SERRÉ

Le résultat de la première élection partielle de novembre, qui s'est déroulée dans la deuxième circonscription de la Haute-Loire, a vu le candidat de la majorité arriver en tête avec 47,89 % des suffrages.

Ce résultat, par rapport à celui des élections de mars 1973, marque un gain de 1,78 % pour la gauche qui, en additionnant les voix du Parti Communiste, du Parti Socialiste et de Lutte Ouvrière, obtient la majorité absolue au premier tour (50,4 % de voix). Mais cela ne signifie pas pour autant la victoire assurée du candidat du Parti Socialiste au deuxième tour, car le résultat du premier tour a été très serré et les abstentionnistes du 7 novembre qui voteront le 14, peuvent causer des surprises.

Au sein de la gauche, l'écart entre le Parti Socialiste (déjà largement majoritaire dans la circonscription) et le Parti Communiste s'accroît en faveur du premier qui obtient 42,1 % des voix (plus 1,6 %), alors que le PCF passe de 8,1 % en 1973 à 6,5 %. Ce qui ne fait que confirmer un phénomène qu'on a pu constater dans la plupart des élections présidentielles de 1974, le PCF payant le prix du soutien sans réserve qu'il a accordé à ce moment-là à Mitterrand, premier secrétaire du Parti Socialiste, dont le parti est ainsi devenu, électoralement, le premier parti de gauche.

Quant aux voix qui se sont portées sur le seul candidat de l'extrême-gauche, le candidat de Lutte Ouvrière, 1,50 %, le résultat en soi est faible. Mais dans une circonscription qui traditionnellement vote peu pour les formations qui se réclament du communisme, qu'un candidat communiste révolutionnaire obtienne 1,50 % des voix, alors que le Parti Communiste Français n'en obtient que 6,51 %, n'est pas du tout négligeable.

Pour le second tour, tout en continuant bien sûr à affirmer que ce n'est pas par les élections que les travailleurs obtiendront satisfaction sur leurs revendications, Lutte Ouvrière a appelé à voter pour le candidat socialiste.

Marie-Claude SOLAC.

## Robert Fabre à Belleville (Rhône)

Judi 4 novembre, Robert Fabre est venu à Belleville (Rhône) soutenir le candidat local des Radicaux de Gauche.

Devant 150 personnes environ, des notables surtout, il s'est montré rassurant, développant en particulier son opposition au « collectivisme ». Se'lon lui, si les Radicaux de Gauche ont signé le Programme commun, c'est qu'il prévoit le maintien de la propriété privée de 99 % des entreprises et n'annonce que neuf nationalisations, chiffre passé à sept depuis, du fait de la reprise par des capitaux étrangers de Roussel Uclaf et de Honeywell. C'est bien aux patrons que Robert Fabre s'adressait.

Un militant de Lutte Ouvrière intervient dans le débat pour rappeler que la récente déclaration de Brodin, membre du comité directeur des Radicaux de Gauche, selon qui

il serait impossible à la gauche de réaliser toutes les promesses du Programme commun.

Ce à quoi Robert Fabre répondit que le taux de croissance de l'économie ayant diminué depuis la signature du Programme commun, les promesses devraient être aussi réduites.

En somme, Robert Fabre est fidèle à lui-même et à la politique qu'il défend.

Correspondant L.O.



Arlette et Micheline Moratille, au meeting de Lutte Ouvrière à Ussel. (AFP)

## Echos de la campagne d'Ussel

Cent trente personnes, plus que n'en a réuni le Parti Communiste pour écouter Ballanger, ont assisté au meeting de Lutte Ouvrière, auquel participait Arlette Laguiller, à Ussel. Le débat qui a suivi a été très animé. C'est un vieux socialiste qui l'a ouvert : « Je suis un socialiste, mais attention, un vrai Jean-Jaurès; Mitterrand, lui, n'est pas un vrai socialiste, il a déjà tourné dix fois sa veste... ». Arlette n'a sans doute pas convaincu la plupart des partisans de l'Union de la gauche qui se trouvaient dans la salle.

Mais leurs interventions pendant le débat, comme les discussions qui ont suivi, ont montré qu'elle les avait touchés quand elle s'est exclamée qu'au fond du cœur, ils savaient très bien qu'ils allaient encore se faire avoir en vo-

tant pour Mitterrand... Longtemps après la fin du débat, de nombreux petits groupes discutaient ça et là dans la salle.

ACCUEIL CHALEUREUX  
DANS LES VILLAGES DE  
GAUCHE :

La candidate et son suppléant ont fait le tour des villages de la circonscription. L'accueil de bien des maires et de militants communistes a été des plus fraternels. Il y a eu de longues discussions intéressantes, surtout bien sûr sur l'Union de la gauche : « J'ai voté Mitterrand en 1974, mais en grinçant des dents ». Un maire socialiste : « Je souhaite un changement par la voie légale, mais je n'y crois pas trop... ».

L'accueil de la population est sympathique : « Vous

avez raison, les jeunes. Ici, Chirac a décoré le maire, un inféodé, du « mérite agricole », il n'est même pas agriculteur ! ». Il est vrai qu'une des principales occupations de Chirac pendant cette campagne est de décorer.

Un travailleur de l'usine de sièges GMC de Corrèze où les travailleurs, plus de 200, ne travaillent plus que trente deux heures : « Tout est pourri, même le temps, il est temps de changer... ».

Certains se sont même proposés pour nous aider, tel ce travailleur qui nous a demandé des tracts annonçant notre intervention devant son entreprise pour les diffuser à l'intérieur, tel cet autre qui nous demande des tracts annonçant notre réunion à Neuvic et des affiches.

Correspondant L.O.

## Villefranche-sur-Saône échos de la campagne

Réunion politique des Jeunesses Communistes appelant les jeunes à dialoguer avec eux pendant la campagne électorale des partielles à Villefranche : un militant de Lutte Ouvrière intervient en expliquant que voter pour le Parti Communiste ne garantit pas le contrôle de Mitterrand car « lorsque Mitterrand l'ouvre,

Marchais la ferme » et il ajoute que le seul candidat de gauche qui dise clairement haut et fort que Mitterrand et Fabre sont des fripouilles (ce qu'en fait les militants JC pensent tout bas) c'est notre candidate.

L'intervention, écoutée et comprise, provoque des protestations dans la salle et sur-

tout les foudres injurieuses du secrétaire national de la Jeunesse Communiste à la tribune. Celui-ci nous traite de « sales rats » et d'autres qualificatifs du même style.

Devant la hargne imbécile de leur dirigeant, les jeunes, quoique hostiles, se tournent vers nous et, à l'interruption, nous avons pu individuellement réexpliquer notre intervention jusqu'à ce que les responsables JC locaux décrètent close la réunion publique et la transforme en réunion interne des JC.

Nous sommes sortis, salués de petits gestes de sympathie de la part des jeunes avec qui nous avons discuté.

Correspondant L.O.

### TOUJOURS PLUS HAUT !

Pour être sûr que ses affiches ne soient pas recouvertes, le candidat de la majorité dans la dixième circonscription du Rhône, Gérard Ducray, ne lésine pas sur les

moyens. Il utilise les services d'un camion à plate-forme élévatrice. Il faut croire qu'il a réussi à se faire, au cours de l'exercice de son mandat, suffisamment d'ennemis ran-

cuniers, car même à cinq mètres de haut, certaines de ses affiches sont encore recouvertes.

Correspondant L.O.

LUTTE OUVRIERE

LUTTE OUVRIERE



# La classe ouvrière a besoin d'un véritable plan de lutte contre le plan Barre, pas des tactiques démobilisatrices de Séguy et Maire

La CGT appelle, seule, à une journée d'action le 15 novembre pour la défense de la Sécurité sociale. Après la journée de la jeunesse et avant d'autres journées d'action concernant à chaque fois des catégories particulières de salariés, c'est tout ce que la CGT trouve à proposer aux travailleurs pour lutter contre le plan Barre, à la suite du 7 octobre.

La seule perspective que Séguy offre à la classe ouvrière, c'est la multiplication des journées d'action où, catégorie après catégorie, les travailleurs sont invités à refaire le 7 octobre, en plus petit.

Mais ceux que ces simulacres d'actions lancées par la CGT ne satisfont pas ne trouveront pas plus de perspecti-

ves du côté de la CFDT. Car si la centrale d'Edmond Maire a refusé de s'associer aux journées proposées par la CGT, c'est qu'elle trouve que Séguy en fait encore trop. Et la CFDT n'envisage pour sa part que de multiplier les débrayages à l'intérieur de chaque branche professionnelle.

Que, plus d'un mois après la grève nationale du 7 octobre, les centrales syndicales en soient à proposer des actions partielles, tournantes, sur des thèmes particuliers qui supposent une mobilisation moindre, peut sembler aberrant.

Le 7 octobre, la CGT et la CFDT avaient rassemblé les travailleurs mécontents du plan Barre en une journée d'action qui, même si elle représentait en soi un succès, n'avait de véritable significa-

tion qu'à la condition d'être suivie d'effets, c'est-à-dire de mouvements plus profonds et de plus grande ampleur. Depuis, les appareils des grandes centrales, eux, ont tout fait pour étaler et disperser les actions, ici à l'EDF, là la Sécurité sociale ou encore aux PTT, ce qui vise à diluer le mécontentement de la classe ouvrière et épuiser sa combativité. Mais si cette tactique est absurde du point de vue des intérêts des travailleurs, elle est par contre tout à fait conforme à la logique des bureaucraties syndicales qui veulent avoir l'air de faire quelque chose, mais rien qui puisse amener à une mobilisation de toute la classe ouvrière contre la politique d'austérité.

Jacques LENOIR.

## Barre l'a dit : le blocage c'est du vent

« Le gel des prix décidé pour trois mois aura surtout un effet psychologique en enrayant la tendance à la hausse, mais ce sont les autres mesures budgétaires, crédits, modération dans l'augmentation des rémunérations, qui devront, au cours de l'an prochain, assurer le ralentissement des hausses de prix » a déclaré tout net Barre au micro de Radio Monte Carlo, quelques jours après la hausse de l'essence.

Dire que le gouvernement n'a jamais eu l'intention de bloquer les prix, c'est reconnaître une évidence. Il n'a jamais été réellement question de bloquer les prix pratiqués par les industriels ni les tarifs publics. Et c'est au contraire un nouveau train de hausses qui a été annoncé ces jours derniers : les jouets, la confiserie et d'une façon générale de nombreux produits alimentaires que l'on consomme durant la période des fêtes et que Barre a qualifiés de produits de luxe. A cela il faut encore ajouter des hausses du café et de l'huile, cette fois à cause de la hausse des

cours mondiaux, paraît-il. La hausse des prix se poursuit de plus belle.

Pour quelqu'un qui prétend tenter une opération « psychologique », la moindre des... psychologie est précisément de ne pas révéler ses intentions !

Mais à vrai dire, il ne s'agit pas de « psychologie » visant à combattre la hausse des prix, mais de démagogie s'efforçant de séduire les bourgeois, grands et petits.

En bref, Barre vient de dire à tous ceux qui s'apprêtent à augmenter leurs prix qu'ils peuvent y aller sans même attendre janvier, date à laquelle Barre a aussi rappelé que les prix seraient libérés.

Barre ne fait donc aujourd'hui que dire clairement et cyniquement ce que tout le monde savait déjà : que son « gel des prix » n'était que du bluff et que l'essentiel de son plan consistera en crédits aux grandes entreprises et en une tentative de blocage de salaires.

Pierre VERNANT.

## Salon de l'Enfance Le marché des jeunes

Le Salon de l'enfance est une grande fête commerciale. Les exposants sont tous de grandes sociétés qui ont là un moyen de faire de la publicité pour leurs produits. En même temps, ils organisent des jeux pour les enfants. Par exemple, Coca-Cola et Miko font des concours de vélos ; les chaussures de sports Phoenix Palladium ont installé un

mini-tennis et un mini-basket ; Mobil organise le critérium du jeune pilote ; Hachette les mots croisés ; la Société Générale distribue des dessins où il faut trouver neuf erreurs. Poulain organise des concours de cuisine. Viennent ensuite les stands de jouets, les gadgets de toute sorte et aussi des stands de meubles et d'appareils ménagers (car il ne faut pas oublier les parents qui accompagnent les enfants).

Il y a aussi des stands de l'Unesco, du Secours Populaire Français, de l'Union des Femmes Françaises, où l'on parle de la faim et de la misère dans le monde.

L'armée, la police, les CRS sont là aussi. Ils organisent des jeux tel le tir à l'arc, le code de la route et de la navigation. C'est une façon de soigner leur popularité.

Il s'agit donc avant tout d'un salon commercial. Mais pour les enfants, c'est néanmoins la grande fête. Il faut toute la journée pour pouvoir goûter à tout. Il y a des jeux pour tous les âges, des plus petits aux plus grands. Les enfants ne s'ennuient pas, les parents qui les accompagnent non plus... et les exposants font des affaires, car sans cela, le Salon n'existerait pas.

Marie-Claude SOLAC.

## 0,51 % des finances pour la culture y compris les dépenses de prestige

Françoise Giroud présentant à l'Assemblée nationale le budget de son ministère, celui de la Culture, reconnaît « qu'il subit l'inévitable rigueur des temps où nous sommes ». Il aurait été difficile de soutenir qu'avec un budget s'élevant à 0,51 % de celui de l'Etat, c'était l'abondance ! Alors, Françoise Giroud fait semblant de jouer la franchise en avouant en particulier que le centre Beaubourg coûte cher.

Quand certains mauvais esprits ont demandé à madame Giroud si ce n'était pas à l'Etat directement de financer le centre Beaubourg plutôt qu'au ministère de la Culture, elle a répondu qu'il était dangereux que l'Etat intervienne dans le domaine culturel, car il risquerait d'imposer son dirigisme ! Comme si l'Etat qui subventionne pourtant directement les Dassault, les Péchiney, les De Wendel et Cie leur imposait... son dirigisme ! Il est vrai qu'en matière artistique, comme en toutes choses spirituelles, la philosophie des gouvernants s'inverse : ils sont toujours prêts à diriger... et à financer le moins possible...

Sylvie FREJUS

« Parisien Libéré » :

### Condamnés pour délit de Solidarité ouvrière

Pour avoir participé à l'interception d'une camionnette de livraison du Parisien Libéré d'Amaury, neuf travailleurs du Livre, ouvriers au journal Le Monde, ont été interpellés le 3 novembre au matin et placés, l'après-midi même, « sous contrôle judiciaire », ce qui revient à une assignation à résidence. De surcroît, ils devaient le 5 novembre remettre leur permis de conduire au commissariat de leur domicile. Les neuf travailleurs ont répondu en élisant domicile à l'imprimerie du Monde où ils se trouvent parmi des camarades de travail.

Par contre, Amaury, le magnat de la presse, a pu jeter à la rue les travailleurs sans que ni la police, ni la justice n'envisagent d'intervenir. Et il diffuse aujourd'hui les exemplaires de son journal sous la protection des flics.

Cela n'a rien d'étonnant d'ailleurs. Car les travailleurs savent depuis longtemps qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur solidarité pour défendre leur bon droit quand les patrons, eux, bénéficient de l'appui de tout l'appareil d'Etat pour préserver leurs profits.

L.P.

## Absentéisme parlementaire

Dans le Journal du dimanche du 7 novembre, une photo montrait la Chambre des députés presque vide. Françoise Giroud y exposait le budget des Affaires culturelles. Pour l'écouter 15 députés sur 490 étaient présents.

Bien sûr, les décisions importantes se discutent et se prennent ailleurs qu'à l'Assemblée. Les dé-

putés sont là pour la décoration, même s'ils essaient lorsqu'ils se présentent aux suffrages des travailleurs de leur faire croire qu'ils vivent dans une société démocratique où les décisions sont prises par les « représentants du peuple ». Et cela, c'est aussi bien la gauche réformiste que la droite qui nous le dit.

Mais à voir le petit nombre de députés (de gauche comme de droite d'ailleurs) qui se déplacent pour discuter des Affaires culturelles et de leur budget, on ne peut en déduire qu'une chose : ils ne croient pas eux-mêmes à ce qu'ils disent sur leur rôle !

Marie-Claude SOLAC.



Non, ce ne sont pas des échafaudages, mais le futur centre Beaubourg.

LUTTE OUVRIERE



# Dassault vole... et pigeon paye

Il n'est vraiment pas nécessaire de chercher loin pour découvrir la façon dont monsieur Dassault accumule ses milliards. On n'a même que l'embarras du choix, la preuve vient d'en être encore donnée par le gouvernement lui-même lors de la discussion du budget de l'aviation civile pour 1977 à propos de l'avion Mercure.

Dans sa première version, le Mercure avait été tout sauf un succès, et non seulement le groupe Dassault-Bréguet n'avait rien remboursé du demi-milliard de francs « avancé » par l'Etat mais il s'était payé le culot d'augmenter considérablement le prix des pièces

de rechange vendues à Air Inter — la seule compagnie à avoir acheté l'appareil — en arguant de l'augmentation des frais qu'avait entraînée la maintenance de l'appareil.

A tel point que la Cour des Comptes, institution qu'on peut difficilement qualifier de gauchiste, avait dénoncé le scandale dans son rapport de 1975.

Non seulement Dassault n'a pas été inquiété et n'a pas remboursé un centime, mais il s'apprête à récidiver avec le Mercure 200, nouvelle mouture du même avion ! Comme celui-ci ne fera pas le poids face aux modèles américains concurrents, les Boeing 727, Dassault a tout simplement de-

mandé une nouvelle subvention à l'Etat. Il s'agit de rien de moins que 3 milliards dans l'hypothèse relativement favorable selon laquelle 300 exemplaires seront vendus. Inutile de dire qu'au cas où ces espoirs ne se réaliseraient qu'en partie, Dassault se réserve le droit d'augmenter ses exigences. Il demandera plus de subventions et vendra plus cher ses appareils aux compagnies françaises nationalisées.

Pourquoi en effet Dassault se gênerait-il ? Pourquoi, puisqu'au moment même où il est plus que soupçonné d'avoir fraudé le fisc, le gouvernement discute très sérieusement des nouvelles subventions

qu'on va lui attribuer ? Et pourquoi diable monsieur Dassault s'inquiéterait-il sérieusement des accusations aujourd'hui portées contre lui ? Fortune faite, il est prêt à se faire nationaliser, au prix fort bien sûr. Et si on ne le nationalise pas, si même on le condamne à payer une forte amende, il pourra toujours demander une nouvelle subvention pour couvrir ces frais imprévus !

Tout bien pesé, il n'y a pas véritablement de scandale Dassault, il n'y a que le scandale d'un Etat au service des capitalistes qui vide les poches des travailleurs pour couvrir d'or les grands capitalistes.

Pierre VERNANT.



Dassault, un homme d'affaires de haut vol.

(Sipa)

## Une ténébreuse affaire

Ainsi M. de Vathaire se rétracte ! MM. Tixier et Pailion qui, dans sa première version, auraient aidé M. Dassault à frauder le fisc, se révèlent être les plus intègres des fonctionnaires des impôts.

Vil calomniateur que ce M. de Vathaire qui, par irresponsabilité, est prêt à diffamer deux honorables fonctionnaires, à briser leur avancement.

D'autant plus que rien, mais vraiment rien, n'explique un tel revirement. Ceux qui le mettent en parallèle avec les propos tenus par Marcantoni affirmant que Jean Kay aurait été assassiné, ne sont que des oiseaux de mauvais augure. Non vraiment, de Vathaire ne risque rien, pas même un règlement de compte.

D'ailleurs, n'est-il pas entre les mains de la police ? C'est là une garantie de sécurité. Figon, qui fut naguère mêlé à l'affaire Ben Barka, aurait pu en faire l'expérience, s'il n'avait pas été « suicidé d'une balle tirée à bout portant » au moment décisif où la police allait lui porter secours !

Stéphane HENIN.

## Fraude fiscale à Toulon : Pour une affaire portée au grand jour, combien restent cachées ?

Un important agent immobilier de Toulon tenait trop méticuleusement la comptabilité... de ses fraudes fiscales.

Sur un petit cahier d'écolier, Roger Mollard notait, à côté du nom de chacun de ses clients, le montant officiel de la transaction, dans une colonne titrée « factures ». Et dans une autre colonne titrée « espèces », le chiffre réel de la transaction, bien supérieur bien sûr au montant officiel déclaré.

La fraude porterait d'une part sur les 5 milliards d'anciens francs versés par les acquéreurs sans que le fisc le sache ; d'autre part, sur les commissions touchées par l'agent immobilier qui s'élèvent à 6 % de chacune des transactions, soit au total à trois cent millions d'anciens francs.

L'agence Mollard est l'une des plus grosses de la place de Toulon. Elle emploie une cinquantaine de personnes, et fait un chiffre d'affaires évalué

à 700 millions d'anciens francs par mois.

Roger Mollard risque une peine de un à cinq ans de prison pour avoir monté « une organisation en vue de faire de la fraude fiscale systématique » selon les termes de la loi. Mais ses 1.500 clients qui ont retenu l'attention du fisc ne verront pas leur cas soumis à la justice. Le fisc va essayer de transiger avec eux. Ils risquent simplement de devoir donner au fisc le tiers

des sommes dissimulées... comme c'est la règle dans ces cas-là.

Encore une affaire qui illustre à quel point la fraude fiscale est répandue. En dehors des salariés en général et des travailleurs en particulier, qui n'ont aucun moyen d'y échapper. Et n'en doutons pas, parmi les acheteurs de villas luxueuses, clients du cabinet Mollard, il devait y avoir un bon nombre de partisans du plan d'austérité et du blocage des salaires !

### NOUVEL ATTENTAT CONTRE LA LIBRAIRIE 71, A NANTES

La Librairie 71, à Nantes, a été attaquée dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 novembre. Des individus ont brisé les vitres, puis ont tenté de mettre le feu au magasin. Grâce à l'intervention rapide des pompiers, prévenus par un voisin, les dégâts n'ont été que très légers.

La Librairie 71 est une librairie d'extrême-gauche. Elle s'est donnée pour but de favoriser l'expression de tous les mouvements révolutionnaires et d'être le reflet des débats du mouvement ouvrier, tout en offrant un large éventail culturel.

C'est la septième fois qu'elle est attaquée ainsi depuis sa création, en 1971, la troisième fois cette année. Visiblement, son existence déplaît aux nazillons locaux.

Correspondant LQ

## Il pleut dans les chalandonnettes

Le passage d'Albin Chalandon au ministère du Logement s'était traduit, en 1969, par le lancement d'un grand concours de construction de maisons individuelles. Il fallait construire en trois ans, 60.000 maisons individuelles bon marché, les « chalandonnettes », et permettre à tous les Français qui le désiraient de devenir propriétaires car, selon les dires de Chalandon à l'époque, « quand les Français bricolent, ils ne s'occupent pas de politique ». Question bricolage, il voyait effectivement juste et loin si l'on considère le village de Menucourt, dans le Val-d'Oise, où les toitures de 66 maisons laissent aujourd'hui allègrement passer

la pluie. Mais le bricolage ici semble bien être le fait de la société qui a construit, la SCIC (Société Civile Immobilière de la Caisse de Dépôts) qui a su — en tant que lauréate du Concours Chalandon — empocher l'argent de la commande de l'Etat mais s'est contentée de construire à la va-vite, du pas cher, rabotant sur tout et en particulier, sur la qualité de la construction.

Résultat : moins de cinq ans après leur livraison, les « chalandonnettes » prennent l'eau et les habitants forment l'Association des Sinistrés de Menucourt. La SCIC devra réparer les dégâts, les 66 toitures mais aussi 533 au-

tres (sur les 1.100 maisons que compte Menucourt) jugées défectueuses par le Tribunal de Pontoise.

Néanmoins, les désagréments, les déboires et les dépenses que ces réparations entraînent pour les habitants qui ont acheté ces maisons, ne pourront pas être compensés. Alors, la SCIC avec son bricolage, et le ministère du Logement, avec son approbation et les crédits accordés à l'opération, ne se sont-ils pas purement et simplement, moqués du monde ?

Lucienne PLAIN.

## Non à la peine de mort

A l'appel du Comité d'Action des Prisonniers (CAP), 2.000 à 3.000 personnes ont manifesté samedi 6 novembre contre la peine de mort.

En tête, une guillotine sanglante posée sur une voiture symbolisait bien la barbarie de cette peine.

Les organisateurs déclaraient que cette manifestation contre la peine de mort était la première du genre en France. Etant donné la rapidité de la préparation, ils peuvent être satisfaits du monde qui avait répondu à l'appel.

Les syndicats et organisations de gauche, contactées, ont refusé de s'associer à cet appel. Ont-elles eu peur de dénoncer publiquement, à quelques mois des élections, cette peine barbare et scandaleuse ?

Le CAP espère que cette manifestation n'est que le début d'autres actions contre la peine de mort.

Laurence VINON.



# ARMÉE

## Quand le Parti Socialiste dit "oui" à la force nucléaire

● Le comité directeur du Parti Socialiste, qui s'est réuni dimanche 7 novembre, s'est déclaré unanime pour faire de l'armement nucléaire un des éléments de la Défense nationale. « Notre objectif doit donc être de préserver la liberté de choix et d'action de la gauche, dans une France indépendante et maîtresse de sa défense », devait d'ailleurs conclure Mitterrand à la fin des débats. Charles Hernu, spécialiste du Parti Socialiste en matière militaire, affirmait d'ailleurs le lendemain, sur les antennes d'Europe N° 1, qu'à son avis il ne s'agissait pas de maintenir l'arme nucléaire mais de la « développer ».

On est loin des déclarations du Programme commun qui affirmait « Le gouvernement de la gauche fondera sa politique de défense sur les principes suivants : renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique, sous quelque forme que ce soit ».

Le Parti Socialiste n'est d'ailleurs pas seul à avoir évolué sur ce terrain, puisque le Parti Communiste lui a emboîté le pas. C'est ainsi que Louis Baillot expliquait récemment que « la force nucléaire se présente comme un fait dont il est impossible de ne pas prendre acte », et que dans un récent entretien avec le *Nouvel Observateur*, Jean Elleinstein déclarait : « La gauche ne renoncera pas à la force de trap-

pe et à l'armement nucléaire, compte tenu qu'une défense autonome de la France ne peut se concevoir sans un tel armement. »

En fait, de telles positions n'ont pas de quoi surprendre : plus les échéances électorales approchent et plus la gauche met de l'eau dans ses déclarations et multiplie les gages de bonne volonté vis-à-vis de la bourgeoisie.

Le Parti Socialiste peut d'ailleurs être content : la bourgeoisie a pris acte de ses positions sur l'armement. *Le Figaro* du 8 novembre se félicite et s'estime satisfait car l'essentiel « était de faire prendre conscience à la direction du Parti Socialiste de la nécessité d'une défense forte pour la France ».

Mais, au-delà des appels du pied et des clins d'œil à la bourgeoisie, les déclarations du Parti Socialiste et du Parti Communiste signifient encore autre chose : que la gauche renonce par avance au seul point sur lequel elle aurait pu mener une politique réellement anti-inflationniste en réduisant le budget de l'armée. Elles signifient qu'elle est prête à mener, si elle vient au pouvoir, la même politique d'armement que l'actuel gouvernement. Une politique qui fait la fortune des grosses entreprises... sur le dos des travailleurs.

Anne SEVILLE.



## Le service militaire en question

● A l'occasion du débat sur le budget de la défense nationale, une fois de plus a été invoquée la question du maintien ou non du service militaire et son remplacement éventuel par une armée de métier.

Messmer a demandé une réduction des effectifs d'au moins cinquante mille hommes, en attendant sans doute une disparition de la conscription. Bourges, le ministre des armées, a répondu qu'une armée de métier coûterait beaucoup plus cher. Par ailleurs, Chevènement — gauche du PS ! — s'est plaint qu'un tiers des jeunes Français étaient exemptés du service militaire.

Pour la bourgeoisie, il s'agit là d'une question délicate, où se mêlent les avantages et les inconvénients. Une réduction du nombre de soldats sous les drapeaux permettrait peut-être des économies dans les postes du budget consacrés au fonctionnement et le report d'une partie de ces sommes dans l'équipement, à la grande satisfaction des industriels qui fournissent du ma-

tériel militaire. C'est certainement « l'argument » le plus fort en faveur de la suppression de la conscription. Mais il n'y a pas que cela. Renvoyer dans leurs foyers plusieurs centaines de milliers de jeunes appelés en période de chômage peut aggraver la situation sociale. Et d'autre part, pour former des officiers et sous-officiers, il faut bien des hommes de troupe à encadrer. Cela compte aussi.

Un compromis pourrait être la réduction du service à six mois, mais il aurait le gros inconvénient de risquer un relâchement de la discipline. Six mois, et après le retour à la vie civile, cela serait sans doute insuffisant pour inspirer la crainte de l'armée...

La question se discute donc toujours, et si pour le moment le gouvernement maintient le service militaire, tout en conservant un important secteur d'armée de métier, demain il n'est pas impossible que la bourgeoisie adopte une autre solution.

Philippe NERU.

## Augmentation des crédits à l'armée :

## et vive la lutte anti-inflation !

Le gouvernement vient d'accorder une « rallonge » substantielle au budget de l'armée pour 1976 (1,9 milliard) et 1977 (1,3 milliard). Au total, ce sont 3,2 milliards de francs nouveaux qui ont ainsi été octroyés, soit la moitié de l'indemnisation sécheresse dont les gouvernants nous ont pourtant rebattu les oreilles.

Mais pour les milliards offerts à l'armée, il n'y a pas eu de tapage, pas de discours larmoyants sur la « solidarité nationale ». Le Ministre a pris la parole à l'Assemblée, les parlementaires ont adopté le budget, et l'affaire était jouée.

Au moins les appelés en bénéficieront-ils, diront certains. Eh bien même pas : pour eux, la solde va passer de 7 à 8 F par jour, ce qui coûtera la somme finalement modeste de 55 millions de francs. Non, les crédits votés cette semaine seront en majeure partie consacrée au budget équipement des armées.

Le pays ferait-il face en ce moment à un danger spécial ? L'envahisseur serait-il aux frontières ?

Pas exactement. Mais il y a la crise économique. Et, plus que jamais, les industriels français ont besoin des commandes de l'Etat pour maintenir leurs profits. Alors, l'Etat décide que les armées ont besoin de plus de matériel : davantage de chars de combat à près de 2,5 millions (nouveaux) la pièce, plus d'avions à 27 à 30 millions de francs l'unité, ou de sous-marins nucléaires à un milliard de nouveaux francs chacun.

Et où l'Etat trouvera-t-il tout l'argent ainsi promis à tomber dans les poches de Dassault, de Matra ou de Thomson ? Comme d'habitude, le gouvernement fera fonctionner la planche à billets, alimentant ainsi l'inflation et la hausse des prix. Pendant ce temps, Raymond Barre continuera de vanter les mérites de son p'an.

René BLIARD.

## Des juges qui ont le petit doigt sur la couture du pantalon

La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris a condamné jeudi 4 novembre M. Ambroise Monod à 1.000 F d'amende. Il était poursuivi pour injures envers l'armée à propos d'un tract dont il s'est reconnu responsable et qui fut diffusé à Paris en juin 1975. Dans ce tract figurait une caricature de la justice militaire représentant un officier incapable de s'exprimer correctement avec cette légende : « Les tares de la justice plus les tares de l'armée, ça fait beaucoup ».

On a parfois l'impression que les juges militaires sont plus répressifs que la justice civile. Eh bien, les juges de la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle ont tenu à démontrer que cette impression était fautive. Ils se sont sentis parfaitement solidaires de la justice militaire...

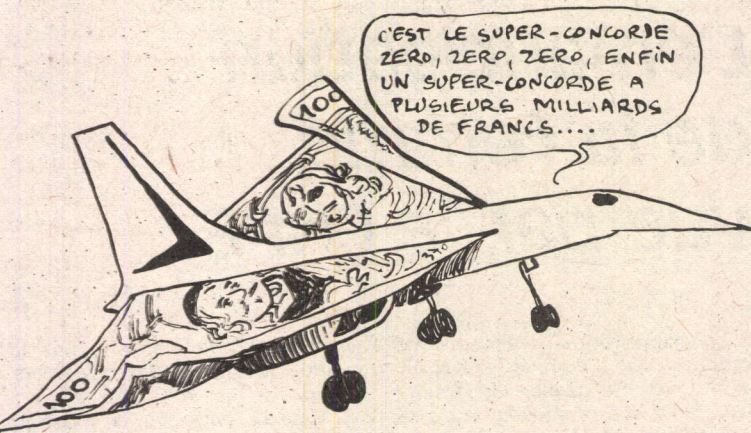
C.C.

## Vers une récidive du "Concorde"

L'échec commercial de Concorde n'a apparemment pas suffi, puisqu'on envisage maintenant de mettre au point un « super-Concorde »... à un super-prix !

Jusqu'à présent, on évalue les dépenses pour Concorde à la coquette somme de 17 milliards de nouveaux francs, pour 9 appareils vendus seulement. Ce qui situe le prix de revient du Concorde à près de deux milliards pièce.

Et le super-Concorde, envisagé pour les années 1990, reviendrait à 35 milliards, plus du double ! Sans que l'on ait la plus petite idée de sa rentabilité future. En tout cas, le gouvernement français va consacrer 20 millions (une vraie misère, n'est-ce pas ?)



aux études théoriques préalables pour super-Concorde.

Le gouvernement britannique, lui, a refusé de se lancer dans cette affaire. Sans doute les finances de la Grande-Bretagne et la livre ne sont-elles pas à la hauteur de la situation. Tandis qu'en France, où Concorde « vaut » déjà 17 « scandales de la Villette », on estime que la planche à billets peut encore fonctionner.

Pourquoi gaspiller ainsi des sommes colossales ? Uniquement pour que quelques centaines de privilégiés puissent gagner du

temps dans la traversée de l'Atlantique ? Seulement pour que la France conserve des connaissances dans la technologie de pointe de l'aéronautique ? Pour donner du travail aux ouvriers ?

En fait, patrons et dirigeants se soucient comme d'une guigne de tous ces détails. Les 17 milliards de Concorde, les 35 milliards de super-Concorde (si on en reste là !) sont autant de subventions aux industriels qui travaillent directement pour l'aéronautique, subventions payées par l'Etat, c'est-à-dire les contribuables.

André VICTOR.



# L'inculpation du Pr. Lortat-Jacob : Des grands principes... à la réalité

Le professeur J.-L. Lortat-Jacob, président de l'Ordre national des médecins, vient d'être inculpé avec deux autres médecins pour homicide involontaire. En 1973, dans une clinique de Neuilly (où le Pr Lortat-Jacob travaille depuis 1941), un jeune homme de 24 ans est mort à la suite d'une ablation des amygdales. L'opéré a été victime d'un arrêt du cœur au moment de son réveil. Les experts ont estimé que la clinique ne disposait pas des équipements nécessaires en matière de réanimation et de la surveillance indispensable pour assurer le bon déroulement des suites d'opération en cas d'incident. Or le professeur Lortat-Jacob est le « directeur-répondant technique » de cette clinique. Il est donc responsable de l'équipement... et de son insuffisance.

Evidemment, le fait que le professeur Lortat-Jacob est le pré-

sident de l'Ordre national des médecins donne à cette affaire un relief particulier.

L'Ordre des médecins est une institution corporatiste chargée de gérer et d'organiser la profession médicale. Sa justification officielle est de s'assurer de la compétence des médecins et de veiller officiellement à ce que l'exercice de la médecine se fasse dans le cadre de règles morales très strictes au service des malades. En fait cette institution a pour but de défendre les intérêts corporatistes des médecins. L'Ordre des médecins et son président Lortat-Jacob en particulier se sont distingués également pour leurs prises de position réactionnaires, farouchement opposées à la libéralisation de l'avortement en particulier.

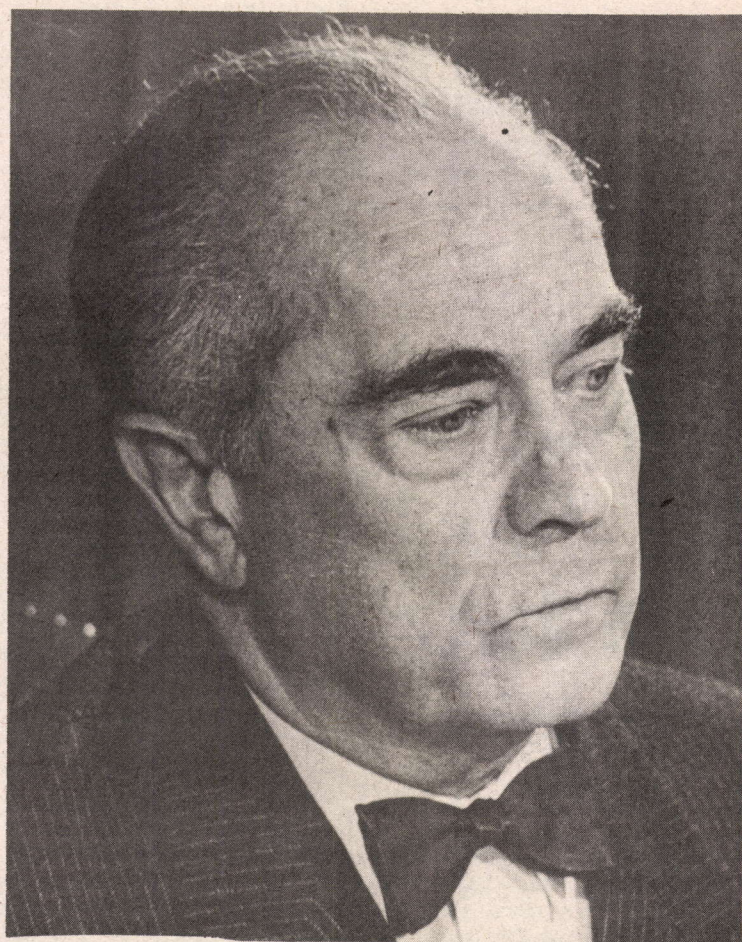
On aurait pu s'attendre à ce que le professeur Lortat-Jacob, « gardien et dépositaire des règles morales » de l'exercice de

la médecine, soit lui-même, personnellement, particulièrement attaché à leur respect. On aurait pu s'attendre à ce qu'il ne couvre pas de son propre nom des insuffisances d'équipement mettant en danger la santé et la vie des malades.

Cela juge l'homme et les arguments qui lui permettent de crier au respect de la vie à propos de l'avortement, pendant qu'il tolère que des malades puissent mourir par défaut de soins dans un établissement qu'il est censé contrôler.

Cela juge aussi l'Ordre des médecins, dont on se demande à quoi il peut servir, s'il n'est même pas capable d'imposer le respect des mesures de sécurité nécessaires dans les établissements médicaux, en général, et dans la clinique où son président travaille, en particulier.

Claude CHARVET.



Lortat-Jacob, un homme qui crie au respect de la vie... quand il s'agit de l'avortement.

## L'avoir fiscal encore insuffi- sant pour les patrons

Le quotidien du monde patronal Les Echos du 8 novembre s'est fait l'interprète d'une vieille revendication patronale : l'avoir fiscal à 100 %.

On sait que les sociétés — même si elles y échappent souvent — sont tenues de payer des impôts au titre de l'impôt sur les sociétés. Les actionnaires de ces sociétés également, au titre de l'impôt sur le revenu. Cette fois, sous prétexte de ne pas imposer deux fois les mêmes sommes, les actionnaires ont déjà le droit de se faire rembourser une part correspondant à la moitié des impôts que la société a déjà payés, ce que l'on appelle l'avoir fiscal. Pourquoi la moitié ? Le patronat réclame l'avoir fiscal à 100 % !

Les « arguments » que donnent Les Echos ne sont-ils pas convainquants ? « Un des moyens de faire prendre à l'épargne le chemin de l'investissement industriel serait l'octroi aux actionnaires d'un avoir fiscal à 100 %.

Utopie ? Ce n'est pas certain. L'exemple de l'Allemagne, qui vient de décider à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977 d'abolir intégralement le principe de la double imposition, indique en tout cas que, pour le gouvernement d'Ostre-Rhin, la mobilisation de l'épargne vers l'investissement productif est à ce prix ».

Comme quoi, pour Les Echos, quand les travailleurs protestent contre l'augmentation des impôts, c'est de l'égoïsme. Mais quand les patrons revendiquent d'en payer moins, c'est parce qu'ils ont le sens des nécessités économiques et de l'intérêt général. De la philanthropie en quelque sorte.

André VICTOR.

### Les suicides dans les prisons :

## Une illustration d'un système barbare !

Selon les chiffres officiels, présentés à l'Assemblée nationale le 2 novembre dernier, le nombre des suicides dans les prisons s'élève à 24 pour les six premiers mois de l'année. Il était déjà de 46 en 1975 contre 25 en 1974 !

Sur les 24 prisonniers qui se sont suicidés, 16 étaient âgés de moins de 30 ans, et 16 étaient des prévenus.

Ces chiffres viennent confirmer ceux des années précédentes : il s'avère en effet que deux tiers des prisonniers qui se suicident sont des prévenus qui attendent en prison le moment de passer en jugement et deux tiers sont âgés de moins de 30 ans. La plupart des suicides ont lieu au

cours des semaines qui suivent l'incarcération. Et en ce qui concerne les détenus, la majorité des suicides touche ceux qui sont condamnés à de courtes peines, ceux qui sont en fait des délinquants mineurs.

Après cela, on viendra nous vanter les vertus curatives des prisons !

Ces chiffres en fait ne font que confirmer, s'il en était besoin, la barbarie du système pénitentiaire et de cette justice qui ne sait, pour résoudre les problèmes, que priver les hommes de liberté en les enfermant entre quatre murs !

Anne SEVILLE.

## L'émancipation de la femme vue par le CNPF

La publicité est vraiment trop critiquée. On l'accuse d'être envahissante, de casser les oreilles à la radio, d'être souvent vulgaire, de tabler sur les préjugés, la femme-objet, la virilité... et, calomnie des calomnies, de mentir. Arrêtez ! Les patrons en ont assez de ces médisances.

C'est pourquoi le Conseil National du Patronat Français vient de partir en guerre contre cette campagne de dénigrement, en publiant une petite brochure intitulée « La publicité en question ». Plutôt qu'un long exposé, le CNPF a choisi la formule d'un « aide-mémoire » mettant à la disposition des patrons un ensemble de petites phrases choc qui devraient leur permettre de battre en brèche les propos de leurs calomnieux : la publicité ne ment pas, elle « informe » ; elle ne cherche pas à faire vendre n'importe quoi, « elle incite les entreprises à la

qualité » ; elle n'envahit pas les journaux, mais « favorise l'indépendance de la presse »...

Mais la perle de la brochure, c'est sans aucun doute cette maxime : « Le courant d'émancipation de la femme se trouve reflété dans la publicité ». Il suffit donc de flâner dans la rue pour voir sur les murs la conception qu'a le CNPF de l'émancipation de la femme : en commençant par le bas DIM et la gaine Scandale, bien sûr, en passant par l'after-shave qui donnera à l'homme l'odeur infaillible, le dentifrice qui donnera à la femme une haleine qui ne fasse pas fuir, en allant jusqu'aux sujets les plus divers, mais où une jupe relevée, ou tout bonnement inexistant, permet toujours d'attirer l'œil des hommes, même si le centre de l'affiche est finalement un moulin à café.

Olivier BELIN.

### Aulnay-sous-Bois :

## La lutte des locataires s'intensifie

Cela fait maintenant plus de sept mois que les locataires du Logement Français sont en lutte contre les hausses scandaleuses de loyers et charges.

Plus de 600 familles sont organisées en deux grands rassemblements d'amicales de quartiers. L'un, centré sur le Merisier et les Etangs, l'autre sur la cité des « 3000 ».

Récemment l'amicale du Merisier vient de tenir en échec le Logement Français qui voulait la frapper par un procès au tribunal d'instance. En effet le tribunal refuse d'expulser les « meneurs » de cette amicale et ordonne l'expertise des comptes du Logement Français.

Les locataires des « 3000 », regroupés au sein du Comité de coordination, ont commencé

l'examen des divers contrats de gestion. Pour obtenir cela, les locataires, en plus de la pression économique exercée (70 millions d'AF bloqués), ne sont pas restés les mains dans les poches. Ainsi mercredi 13 octobre, 70 locataires ont envahi les bureaux de la direction de Paris. A voir l'air effaré et crispé de monsieur Mathey, administrateur de gestion, les locataires présents ont vu qu'ils venaient de taper dans le mille.

Ainsi le Comité de coordination des « 3000 » se renforce. Les locataires ont compris qu'il dépendait d'eux de se donner les moyens de s'organiser, pour agir et contrôler à chaque instant leur mouvement. C'est là pour eux un gage sérieux de gagner.







Le Cours Napoléon, à Ajaccio, généralement fort animé, tel qu'il se présentait le 8 novembre au matin, lors de l'opération « Ile morte ». (AFP)

## Corse

# EST-CE LA RÉPRESSION QUI EST « NORMALE » ?

Il aura fallu la grève de la faim des cinq autonomistes corses et, pour quatre d'entre eux, la grève de la soif, pour que le gouvernement se décide à statuer sur leur demande de mise en liberté provisoire. Arrêtés le 8 septembre dernier, à la suite du dynamitage du Boeing 707 sur l'aérodrome d'Ajaccio, le juge d'instruction avait voulu les mettre en liberté provisoire devant la maigreur des accusations. Mais le Parquet avait fait appel, au mépris de toutes les déclarations sur le caractère exceptionnel que devrait revêtir la détention provisoire.

Au moment où nous écri-

vons, nous ne savons pas quelle sera en définitive la décision de la cour d'appel de Lyon à ce sujet.

En tout cas, la journée « Ile morte » organisée en Corse en signe de solidarité, le mardi 9 novembre, a été largement suivie, avec fermeture des magasins, des chantiers, des classes...

Devant la grève et devant l'explosion qui a détruit deux cars de la télévision dans la nuit du 8 au 9 novembre, le préfet de Corse a déclaré :

« L'objectif est clair : empêcher tout ce qui peut donner de la Corse une image normale et apaisante aux yeux de

l'opinion publique nationale ».

Mais le préfet de Corse se figure-t-il que les détenus incarcérés sans jugement au mépris des droits élémentaires constituent « une image normale » ?

Des prisonniers obligés de faire la grève de la faim et de la soif, prenant de gros risques, au point que deux d'entre eux ont été soumis de force à des perfusions, sanglées sur leur lit d'hôpital, cela constitue-t-il « une image apaisante » ?

La seule chose qui semble normale au préfet de Corse, c'est bien la répression.

Anne SEVILLE.

## " DÉMOCRATIE " FAÇON MAOISTE

Un meeting organisé par la LCR à Orléans sur le thème « la Chine après Mao », le jeudi 4 novembre, a été troublé par une trentaine de membres d'organisations maoïstes (PCR et Humanité Rouge). Ils ont d'abord distribué un tract, au début du meeting, accusant les trotskystes de participer, main dans la main avec la bourgeoisie et les révisionnistes, à une campagne de dénigrement contre la Chine, et affirmant qu'ils ne laisseraient pas parler les trotskystes.

Une fois dans la salle, ils ont affirmé leur volonté ne pas laisser la réunion se tenir, occupèrent la tribune, après avoir repoussé la proposition de la Ligue de prendre la parole vingt minutes, après les exposés prévus.

L'exaspération des gens venus assister au meeting était à son comble, et lorsque les camarades de la LCR décidèrent finalement d'expulser les gêneurs, c'est la centaine de personnes présentes qui participa à cette opération.

Les méthodes des maoïstes pour faire prévaloir leur point de vue sont inacceptables. Mais au fond, cette manière d'essayer de faire taire ceux qui ne crient pas systématiquement « amen » devant les dirigeants de Pékin, montre que c'est à juste titre qu'ils se sont reconnus dans un régime où l'on n'apprend qu'il y avait des opposants que lorsque l'on dénonce les « traîtres » qui viennent d'être exclus.

Sébastien PERRIN.

## HAROUN TAZIEFF ET LA SOUFRIÈRE

Combat Ouvrier, bi-hebdomadaire trotskyste paraissant en Guadeloupe et en Martinique, a publié dans son numéro du 6 novembre une interview de Haroun Tazieff dont voici quelques extraits :

Combat Ouvrier : « M. Tazieff, l'évolution de la Soufrière semble vous donner raison ? »

Haroun Tazieff : « La situation ne semble pas me donner raison. Elle m'a donné raison. Ma dernière précision date du 1<sup>er</sup> septembre pour 10 à 15 jours. Pour la 4<sup>e</sup> fois, la situation a donné raison à mes prévisions. Je ne puis toutefois aller au-delà sans une étude sur place ».

C.O. : « Pouvez-vous confirmer qu'il n'y a pas d'éruption possible ? »

« On ne peut dire qu'il n'y a pas d'éruption possible. On ne peut dire si l'activité du volcan touche à sa fin, ou si elle va repartir de plus belle. Elle peut repartir. C'est tout-à-fait possible quoique peu probable compte tenu de ce que l'on sait à l'heure actuelle. Même si elle repartait, cela ne veut pas dire qu'elle repartira vers une éruption cataclysmale ».

C.O. : « Pensez-vous qu'il faut maintenir la population en haleine ? »

« Je viens d'envoyer un article à l'Encyclopédie Universalis dans lequel j'indique que la population — tant de Guadeloupe que d'ailleurs de métropole — ne doit pas être tenue dans un état de mineur. C'est-à-dire qu'on ne doit pas lui ordonner de s'en aller, de rentrer, de manger, d'aller au lit. Elle doit être traitée en adulte. Il faut lui expliquer ce qu'est le volcan, quels sont les risques. Il faut aussi lui expliquer la faible probabilité d'une éruption. Pour les gens, dans les Antilles, qu'elles soient françaises ou non, une éruption c'est tout de suite une éruption du type de celle de la Montagne Pelée en 1902. Ce n'est pas juste. Une éruption de ce type est une exception.

Quand il y a crise volcanique, il faut tenir la population au courant de l'évolution de la situation, lui dire :

« - Si vous avez peur, partez,  
« - Si vous avez un peu peur, éloignez-vous un peu,  
« - Si vous n'avez pas peur, restez ».

Mais pour ceux qui partent,

il faut prévoir une logistique de repli et des facilités de réinstallation pour le retour.

Cela est tout-à-fait différent d'un ordre donné par les autorités. Celles-ci prennent l'avis de gens compétents qui peuvent se tromper. Vous savez, le diagnostic est très difficile à faire » (...)

C.O. : « Vous avez proposé un plan à Stirn pour apprendre aux habitants à vivre avec le volcan. Qu'en est-il exactement ? »

« C'est justement ce dont je parle dans mon article à l'Encyclopédie Universalis.

Je pense que la meilleure façon d'agir est la méthode utilisée par les Chinois pour minimiser les effets des tremblements de terre, qui sont plus meurtriers que les volcans. En Chine, la population entière a été éduquée. Elle a été invitée à participer aux prévisions en observant tous les indices possibles (tarissement des sources, comportement des animaux...). Toutes ces informations sont synthétisées par les sismologues. Lorsque ceux-ci donnent leurs conclusions, la population est consciente » (...)

C.O. : « Il y a une pétition qui circule en Guadeloupe pour vous faire revenir ».

« J'ai reçu il y a 15 jours une pétition d'environ 3 500 signatures et un appel très émouvant signé par l'unanimité des membres du conseil municipal de Basse-Terre ».

C.O. : « Répondrez-vous à cet appel ? »

« Je voudrais aller en Guadeloupe la semaine prochaine parce que j'ai très peu de temps. Je dois en principe partir pour l'Antarctique dans moins d'un mois. J'aurai deux ou trois jours aux environs du 6. Je voudrais en profiter. (...) Je ne vois pas pourquoi les autorités seraient opposées à ce que j'aille visiter le volcan. J'aurai peut-être une opinion plus ou moins nette. J'en ferai part aux gens qui m'ont invité » (...)

C.O. : « Est-ce que vous serez prêt à ce moment-là à défendre vos opinions ? »

« Je les défends toujours. Ce qu'on me reproche, justement (...) c'est de défendre mes opinions même si elles ne plaisent pas à tout le monde. »

C.O. : « Sans diplomatie ? »

« Sans diplomatie. Quand je suis convaincu d'une vérité, je la défends. »

## Réunion publique Lutte Ouvrière

" Il y a 20 ans, l'insurrection ouvrière en Hongrie "

Vendredi 19 novembre à 20 h 30

SALLE DES CONFÉRENCES AU PALAIS DU TRAVAIL A VILLEURBANNE



# LE SUICIDE

## D'UNE MAITRESSE-AUXILIAIRE DE NICE

Renée Boudouresque s'est suicidée parce qu'elle était au chômage, sans ressources. C'est le ministère de l'Education nationale qui l'a réduite à cette situation de détresse totale.

Car être auxiliaire dans l'enseignement, c'est être dans l'angoisse du lendemain. A chaque rentrée les auxiliaires se demandent si le poste qu'ils occupaient va leur être redonné. Pour d'autres, c'est pire encore : ils font des remplacements : quelques jours dans une école, quelques semaines dans une autre, un salaire de misère et s'il n'y a plus de remplacements à faire, le chômage sans ressources car on n'a pas assez travaillé pour

avoir droit aux indemnités de chômage.

Ils sont des milliers à être ainsi corvéables à merci par le ministère de l'Education qui sait pouvoir puiser dans le lot innombrable des diplômés sans emploi. Entre les espoirs qu'on nourrit dans les facultés, les études entreprises et la réalité du chômage discret des auxiliaires, il y a un monde.

Le pire, c'est que ce chômage se cache sous des raisons « pédagogiques ». Monsieur Haby a eu l'indécence de dire invoquant sa dernière note d'inspection que Renée Boudouresque n'avait pas les « qualités requises » et que c'était « dans l'intérêt des élèves et des familles », qu'il

le n'avait pas eu de poste d'enseignement.

Mais alors pourquoi l'a-t-on laissé enseigner pendant cinq ans ?

Et puisqu'il y a 6.000 maîtres auxiliaires en chômage, doit-on penser qu'eux aussi sont des incapables ?

M. Haby trouva anormal que les syndicats se soient emparés de l'affaire et qu'ils aient montré les responsabilités du ministère dans ce suicide. Elles sont pourtant écrasantes.

Il faut que cesse le scandale de l'auxiliarat. Il faut que cesse la suffisance ignoble du ministère à l'égard de ces enseignants qu'il sait si bien trouver quand il en a besoin.

Yvette BLONDIN.



Elle n'était pas faite pour être enseignante, a osé dire Haby. Elle n'était pas faite non plus pour être chômeuse. (AFP)

## VIOLS EN ASSISES :

### Les victimes cesseront-elles d'être considérées comme les premières coupables ?

Plusieurs procès pour viol s'ouvrent cette semaine devant la cour d'assises de Lyon, et sans huis clos. C'est relativement nouveau. En effet, si selon le code pénal, le viol est un crime passible de la cour d'assises, en réalité la plupart des affaires de viol se terminaient simplement devant le tribunal correctionnel... quand la victime avait osé porter plainte (et l'on estime que moins d'une femme violée sur huit ou neuf porte plainte). La plupart du temps d'ailleurs, le crime de viol était minimisé en un simple délit « d'outrage public à la pudeur » ou de « coups et blessures volontaires », et du coup passait en correctionnelle.

En ce qui concerne la publicité des audiences, elle ne dépendait, et ne dépend toujours, que du seul président du tribunal qui a tous les pouvoirs en la matière et peut

décider du huis clos ou non, après avoir enregistré les réquisitions du procureur et les observations de la défense et des parties civiles.

Dans ces affaires de viol, ce qui est véritablement nouveau, ce n'est finalement pas tellement la disposition d'esprit des magistrats à l'égard des femmes (ni, bien sûr, la législation elle-même, qui reste la même).

En fait, s'il y a vraiment quelque chose de changé, c'est du côté des victimes elles-mêmes. Car, surtout depuis la campagne contre le viol qu'ont menée les mouvements féministes, les femmes victimes de viol sont plus nombreuses à oser non seulement affronter l'appareil policier et judiciaire quand elles portent plainte (et ce n'est pas une mince affaire), mais surtout elles sont désormais plus nombreuses à oser braver l'opprobre publique,

les préjugés anti-féminins, les gauloiseries à leur égard, le risque de « déshonneur », voire les soupçons systématiques d'avoir été peu ou prou consentantes sinon provocatrices. Et c'est bien cette attitude qui, finalement, a fait évoluer celle de certains magistrats.

Comme c'est leur refus d'être des victimes désignées, des présumées demi-coupables, qui peut le mieux contribuer à ce que le viol cesse d'être un délit secondaire que la plupart des hommes sont prêts à excuser sinon plus, mais bien un crime ignoble, indigne d'hommes civilisés, et réprouvé par tout le monde. Car c'est bien cette réprobation sociale plus vigoureuse, plus qu'une répression accrue sur les quelques cas jugés, qui sera un facteur véritablement dissuasif contre le viol.

Huguette CHEVIREAU.

## INTOXICATION A LA SANTÉ

Une intoxication alimentaire s'est déclarée dans la prison de la Santé, provoquant chez une trentaine de détenus des accès de fièvre et des troubles digestifs.

C'est sans doute le résultat de la cuisine des prisons dont les scribouillards de Minute et du Parisien Libéré affirment pourtant qu'elles sont autant de palaces « trois étoiles ». En fait, pour l'administration, les prisons sont des lieux où les détenus doivent en baver, et forcément la qualité de la cuisine n'entre pas dans ses préoccupations.

Mais qui plus est, certains surveillants ont eux aussi été intoxiqués. Cela devrait au moins leur rappeler qu'ils mangent la même soupe que les détenus, qu'ils passent la moitié de leur vie avec eux, et qu'ils ne sont pas

si libres qu'ils veulent bien le croire. Et si, dans l'avenir, des détenus engagent la lutte pour défendre leurs droits et leur dignité, on espère que les gardiens

n'oublieront pas qu'ils se retrouvent quelquefois, bon gré mal gré, embarqués dans la même galère.

Stéphane HENIN.

## Une mesure moyenâgeuse

Les magistrats de la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris ont ordonné lundi dernier non seulement l'interdiction, mais bien la destruction du film pornographique L'es-sayeuse, sous prétexte « d'outrage aux bonnes mœurs ». Voilà bien une décision hypocrite, car enfin, ceux qui vont voir dans les salles spécialisées des films classés X savent ce qu'ils font.

Mais il est surtout scanda-

leux qu'une poignée de juges s'arroge le droit de décider de ce que la population aura le droit de voir ou pas, non seulement aujourd'hui, mais à tout jamais.

Car si la décision prise lundi devait être confirmée en appel, elle pourrait devenir une arme de plus entre les mains des réactionnaires de tout poil, capables de baptiser de « pornographiques » non seulement les films qui le sont, mais tous

ceux qui les gênent dans leurs préjugés moyenâgeux ou qui les dérangent sur le plan social.

Depuis Les fleurs du mal et Madame Bovary, en passant par le film La religieuse d'après Diderot, les exemples ne manquent pas d'œuvres qui furent interdites par la censure ou la justice, au nom des « bonnes mœurs ». Et si on les avait brûlées ?

Philippe MERU.

## Métro :



Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, tout heureux d'être dans le métro, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle ligne 13. Il est vrai qu'il ne doit pas le prendre si souvent ! (AFP)

## La dernière roue du carosse

C'est donc cette semaine que la nouvelle ligne de métro Châtillon Saint-Denis a été inaugurée grâce au raccordement des anciennes lignes 13 et 14. La RATP et le gouvernement n'ont pas lésiné sur les moyens publicitaires pour commémorer l'événement. Pour un peu on aurait cru qu'il s'agissait du percement du tunnel sous la Manche.

Mais franchement, où est l'exploit ? Pour l'essentiel, le réseau

du métro a été achevé il y a déjà quarante ans, et depuis la progression s'est faite au compte-gouttes alors que la population de la région parisienne a énormément augmenté, surtout dans des banlieues de plus en plus lointaines.

Aujourd'hui, pour avoir un réseau offrant à la population des services comparables à ce qu'ils étaient il y a quarante ans, il faudrait des centaines de kilomètres de lignes supplémentaires, il faudrait que le métro s'étende dans toutes les directions à au moins vingt kilomètres du centre de la capitale. Au lieu de cela, on assiste à l'inauguration à grand tapage d'une ou deux stations tous les cinq ans.

Mais l'Etat n'a jamais assez d'argent pour ces choses-là : en matière de transports en commun, le train-train gouvernemental continue.

René BLIARD.



# dossier ESPAGNE 1976

## UN AN DE JUAN CARLISME

### POURQUOI LA LIBÉRALISATION ?

● Un an après la mort de Franco, la difficile opération politique qui se fixe comme but de transformer le régime espagnol en un régime semblable aux démocraties parlementaires occidentales semble décidément engagée.

Depuis l'accession au trône de Juan Carlos, les déclarations comme les gestes politiques se sont multipliés, qui marquent les choix faits en ce sens.

Les élections générales de nouvelles Cortes — le Parlement espagnol — promises à plusieurs reprises et toujours différées semblent devoir se dérouler en 1977. Un référendum serait envisagé prochainement qui permettrait de les imposer même en cas de refus des actuelles Cortes. Les déclarations se multiplient sur la nécessité de reconnaître les libertés syndicales.

Toutes les formations politiques de la droite se préparent en vue des élections et actuellement, au sein de la bourgeoisie, aucune force ne semble capable de bloquer l'évolution du régime. Le personnel politique de la dictature semble jouer la carte de la reconversion. Les coteries locales obéissent parfois en renâclant, mais elles obtempèrent. Quant à l'extrême-droite, si elle a la force de faire quelques attentats, elle n'a pas celle de paralyser le processus de libéralisation au sein même des institutions franquistes.

La marche à petits pas prudents, jalonnée de zigzags vers un régime parlementaire correspond, en fait, aux souhaits des possédants.

La dictature militaire s'est peut-être imposée à la bourgeoisie espagnole comme une nécessité au moment de la guerre civile, en 1936, mais aujourd'hui elle n'en est peut-être plus une. Et cette bourgeoisie a plus d'une raison pour tenter de s'engager dans une autre voie.

En effet en étouffant toutes les oppositions, en supprimant les canaux légaux par lesquels le mécontentement de la population, en particulier le mécontentement ouvrier, peut s'exprimer sans s'affronter directement au pouvoir, la dictature suspend en permanence au-dessus du régime la menace d'une explosion sociale. La bourgeoisie espagnole a besoin de syndicats représentatifs des travailleurs, elle a besoin d'un parlement et de toutes ces institutions qui servent de tampons entre elle et la classe ouvrière.

La bourgeoisie espagnole a d'autant plus besoin d'un tel cadre politique qu'elle aspire à pouvoir s'intégrer au sein de la Communauté européenne, et que la mise en place en Espagne d'un régime parlementaire est nécessaire à cette intégration. Le problème n'est certes pas qu'au nom des principes

démocratiques, la France, l'Italie et l'Allemagne se scandalisent de l'existence en Espagne d'un régime dictatorial. Non, aucune des prétendues démocraties occidentales ne s'offusquait du franquisme, tant que le problème de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ne se posait pas. Mais pour les Neuf, il n'y aura de concurrence loyale au sein de la Communauté européenne que si la bourgeoisie espagnole assume, comme eux, les frais de l'entretien d'un système parlementaire d'appareils bureaucratiques syndicaux, que si elle ne diminue pas le prix de revient de sa production en imposant, grâce à son appareil policier, des salaires particulièrement bas, et des conditions de travail particulièrement mauvaises.

Toutes ces raisons militaient déjà, du vivant de Franco, en faveur de la libéralisation. Plusieurs timides tentatives avaient échoué. Mais à la disparition de Franco cette aspiration a pu apparaître d'autant plus crédible que l'autre voie, celle de l'éventuelle survie de la dictature avec Juan Carlos à sa tête posait d'immenses problèmes.

Cette libéralisation n'est pas synonyme de démocratie pour les travailleurs. Depuis un an, vingt-deux opposants ont été assassinés par les flics et l'extrême-droite. A Bilbao, ce lundi 8, quatorze grévistes ont été blessés par la police qui a chargé violemment un rassemblement de quelque trois mille grévistes.

Et le régime de Juan Carlos n'est sans doute pas prêt d'abandonner l'usage de la répression contre les grèves et les manifestations ouvrières. Les mobilisations ouvrières — telle cette grève du 12 novembre dont nous ignorons l'ampleur — peuvent infléchir la politique du gouvernement, accélérer des décisions mais le pouvoir entend rester maître de la situation, protégé de la rue par un énorme corps policier hérité du franquisme.

Des tolérances tantôt se multiplient, tantôt se restreignent mais le régime tient à affirmer qu'il ne laissera ni la rue, ni même l'opposition prendre vraiment l'initiative.

C'est pourquoi l'orientation du gouvernement pour être ferme et déterminée n'en est pas moins fragile. L'appareil mis en place, les institutions de la dictature sont inchangées. L'armée forgée dans une guerre civile atroce et qui, depuis quarante ans, sert de fidèle pilier au régime, dispose de cadres ambitieux. Sa présence, son maintien rendent toujours possible, en cas de crise grave, un brutal coup d'arrêt à l'évolution engagée et un retour à un régime dictatorial.

Et c'est aussi à cette perspective que la classe ouvrière espagnole doit se préparer.



Le roi Juan Carlos reçoit Giscard.

(AFP)

### LE JEU PERSONNEL DE JUAN CARLOS

● Juan Carlos est toujours là. Et pourtant nul n'aurait parié il y a un an, à la mort de Franco, qu'il resterait au pouvoir. Aujourd'hui sa position semble plus solide.

Et la raison de cet affermissement est que sa politique, qui correspond globalement aux aspirations de la bourgeoisie espagnole, est en même temps le type de politique la plus susceptible d'assurer la stabilité de son trône.

En effet, il ne pouvait être question pour Juan Carlos de remplacer Franco en jouant le même rôle politique que le dictateur. Du vivant de Franco, il

n'avait fait qu'inaugurer des chrysanthèmes. Il n'avait pas le poids nécessaire pour tenter d'être un second Franco. Et s'il l'avait fait, il aurait eu contre lui une opposition forte tandis que la droite franquiste ne lui était, de toute façon, pas acquiescente.

Au contraire, le jeu de la libéralisation contrôlée lui permet de se tailler un rôle de petit Bonaparte où il gagne peu à peu une autorité réelle.

Le fait que plus personne dans l'opposition ne réclame son abdication montre qu'il a trouvé un certain appui à gau-

che. Tandis que d'autre part, il peut, contre les revendications des masses indirectement représentées par cette gauche, s'appuyer sur l'existence de la droite.

Et le succès relatif de sa politique est d'autant plus important pour lui qu'elle lui a permis d'acquiescer la confiance de toute une base sociale : des centaines de milliers de gens qui en Espagne aspiraient à la libéralisation tout en craignant qu'elle entraîne de forts remous sociaux et pour qui Juan Carlos aujourd'hui apparaît la meilleure solution.

### UNE MARCHÉ A TATONS

Suarez, le Premier ministre, déclarait récemment : « le gouvernement essaie d'opérer, avec des mesures à court terme, la transition d'un système de délégation légitime de l'autorité à un autre système de participation pleine et responsable ». De son propre avis, c'est donc à tâtons que le gouvernement agit. Car le jeu qui consiste à soulever morceau par morceau la chape de plomb posée sur l'Espagne par le franquisme est dangereux : il comporte toujours le risque de voir s'engouffrer par les brèches pratiquées des explosions sociales incontrôlées dont l'issue serait incertaine.

De plus la dictature n'a légué à l'actuel gouvernement espagnol aucun des instruments

classiques dont usent les gouvernements des démocraties parlementaires pour mesurer les changements de l'opinion publique, pour apprécier les réactions de la population à sa politique et, en conséquence, pour agir en connaissance de cause. Seuls les rapports policiers informent le gouvernement et ce sont là des sources de renseignements bien peu précis et bien peu fidèles.

D'autre part la bourgeoisie espagnole manque totalement d'expérience et de références électorales. Une bourgeoisie comme la bourgeoisie française connaît son corps électoral. Elle sait ce que représentent les divers partis dans les différentes régions du pays, elle connaît la fourchette des variations possibles.

Pour la bourgeoisie espagnole ce sont là des inconnues. Quel sera le poids électoral de chaque parti, la majorité de demain sera-t-elle de droite ou de gauche ? Vaut-il mieux, pour la bourgeoisie, légaliser le Parti Communiste ou non ? Quelle forme de constitution permettra le fonctionnement le plus huilé des institutions ?

Autant de questions auxquelles la bourgeoisie espagnole ne peut répondre. Cette ignorance lui commande la prudence. Elle rend aussi indispensable pour le gouvernement cette politique de « tolérance » qui permet le développement de la presse, donne aux partis toute une vie publique sans pour autant le légaliser vraiment, et donc en se gardant la possibilité de faire marche arrière.

Notre prochain dossier :

LA MODE



# dossier ESPAGNE 1976

## L'ESPAGNE ENTRE LA DICTAT

### Les regroupements de "l'opposition démocratique"

Sous Franco, l'essentiel de « l'opposition démocratique » s'était rassemblé en deux regroupements.

L'un, la Junte démocratique, s'était constitué autour du Parti Communiste d'Espagne et regroupait, en plus du Parti Socialiste Populaire (l'une des deux branches de la social-démocratie espagnole), des Carlistes et des Commissions ouvrières, quelques organisations d'extrême-gauche maoïstes.

L'autre, la Plate-forme de Convergence démocratique, rassemblait à la fois le Parti Socialiste Ouvrier (l'autre branche de la social-démocratie), l'UGT (le syndicat socialiste) et une grande partie de la Démocratie Chrétienne hostile à la reconnaissance du Parti Communiste. Les contours de ces regroupements restaient imprécis car des groupes passaient épisodiquement de l'un à l'autre.

C'est vers la fin mars 1976 que ces deux regroupements se réunirent dans la Coordina-

tion Démocratique, encore appelée Plata-Junta. Cette unification marquait une étape car elle sanctionnait le fait que les partis qui constituaient l'aile droite de la Convergence se prononçaient désormais pour la légalisation du Parti Communiste, tandis que celui-ci acceptait d'envisager une solution politique incluant le maintien au pouvoir de Juan Carlos.

Pourtant, de nombreuses organisations et plusieurs regroupements déjà effectués sur le plan régional, parce qu'avancant des revendications autonomistes, restaient à l'écart de cette coordination. C'était le cas par exemple de l'Assemblée de Catalogne et de la Coordination des forces démocratiques des Canaries, du Conseil des forces politiques galiciennes, de l'Assemblée démocratique d'Euskadi. Il fallut de longs pourparlers pour que, fin octobre, un accord soit mis sur pied, qui établissait l'existence de la nouvelle « Plate-forme des organisations démocratiques ».

#### LA NECESSAIRE MAIS DIFFICILE CREATION DE PARTIS DE DROITE

Remplir dans la vie quotidienne espagnole « le rôle des Conservateurs en Grande-Bretagne ou de l'UDR en France », voilà en quels termes l'Alliance Populaire, créée à l'initiative de six anciens ministres de Franco, dont Fraga Iribarne, le 9 octobre dernier, définissait ses objectifs. Quelques jours plus tard, les journaux espagnols annonçaient qu'Adolfo Suarez, l'actuel chef du gouvernement, prenait à son tour l'initiative d'un autre regroupement politique, en compagnie de sept membres de son gouvernement. Et ces deux amorces de constitution de partis de droite ont bien des chances de ne pas être les dernières d'ici les échéances électorales. Car ces efforts tendent à résoudre l'un des gros problèmes auxquels se heurte la bourgeoisie espagnole : l'absence de tels partis.

En effet la dictature a interdit toutes les formations politiques, y compris celles que la bourgeoisie libérale aurait pu constituer en marge du Movimiento (le parti unique franquiste). Et le résultat est qu'il n'existe pas aujourd'hui de parti politique bourgeois qui, dans l'opposition du vivant de Franco, ait pu acquérir une certaine crédibilité lui permettant de jouer, dans le cadre de l'évolution parlementaire du régime, un rôle équivalent à celui des grands partis de droite existant dans les autres pays européens. C'est ce vide que les quelques premières tentatives de création de partis nouveaux tentent de combler. Et la tâche est urgente. Car la gauche, elle, compte tout un éventail de formations organisées qui ont refait surface avant même la mort de Franco.

Le Parti Communiste, bien sûr, qui n'a jamais disparu, malgré la répression, les tortures, les assassinats, et qui apparaît comme une force organisée, jouissant de la confiance d'une partie de la population. Mais aussi les deux branches principales du mouvement socialiste espagnol, le PSOE et le PSP, qui apparaissent comme un pôle d'attraction, modéré, mais plus crédible que les partis de droite, parce qu'ils ne se sont pas compromis sous la dictature.

Alors que les élections parlementaires sont annoncées pour 1977, on comprend que la bourgeoisie espagnole craigne qu'en l'absence de partis de droite ayant la confiance d'une partie significative de l'électorat, la gauche ne se taille la part du lion dans le futur Parlement.

En la matière, le souvenir des premières élections portugaises du 25 avril 1975 est vif : la droite (CDS et monarchistes) se contentait de 8,21 % des votes, tandis que la gauche recueillait 58,49 % !

Mais, l'un des problèmes pour la droite espagnole, est que se doter d'organisations politiques nouvelles signifie faire du neuf avec du vieux : ce sont les mêmes hommes, c'est le même personnel politique que celui du franquisme qui s'agit aujourd'hui pour résoudre le problème. Chacun doit essayer de se refaire une virginité politique. L'entreprise est difficile, peut-être, mais possible. Au Portugal, deux ans ont suffi. Et en Espagne, la réalisation de ce projet est commencée.



A la tribune on voit, entre autres, Mitterrand. (Ph. AFP)

### Les bases économiques et sociales de la libéralisation

Durant les vingt dernières années, l'Espagne a connu un développement économique spectaculaire.

La nouvelle orientation économique prise à l'initiative des technocrates de l'Opus Dei dans les années soixante comme la période de prospérité mondiale ont permis d'importantes rentrées d'argent par le tourisme (3 milliards de dollars en 1975) ou par l'émigration (près d'un milliard la même année).

Mais il y a eu surtout les investissements de capitaux des autres impérialismes, et des USA en premier lieu. Ceux-ci se chiffrent, bon an mal an, à un milliard de dollars et ont été décisifs. L'économie espagnole est certes fragile. Cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur la rend vulnérable : les capitalistes étrangers possèdent plus du tiers du capital des grosses entreprises et en contrôlent bien plus encore. Et si la crise mondiale s'aggrave, elle peut réduire à néant la fragile et relative prospérité espagnole.

Néanmoins, pour la population, cette période de relatif essor économique s'est traduite

par une progression démographique et une amélioration sensible du niveau de vie.

Durant ces vingt dernières années, la structure de la société espagnole a changé. Une

#### QUELQUES CHIFFRES

Ces chiffres montrent à leur façon l'évolution économique et sociale de l'Espagne.

La diminution, aussi bien en pourcentage qu'en chiffre absolu, du nombre de personnes vivant de l'agriculture, l'accroissement de la classe ouvrière et du secteur « employés », sont caractéristiques d'un pays en plein développement industriel.

Quant au niveau de vie, il devient sur bien des points comparable ou presque à celui d'un pays comme la France. Entre 1950 et 1970, la mortalité infantile est passée de 1,3 à 0,4.

En 1970, 15,9 % des familles avaient des voitures (56,2 % en France) — 43,7 % la télévision (54,9 % en France) — 42,4 % une machine à laver (68 % en France) — 22 % le téléphone (15,2 % en France).

#### EVOLUTION DE LA POPULATION

	1940	1950	1970
Population totale ....	25.850.000	27.977.000	35.000.000
Population active ....	8.950.000	10.793.000	12.592.000
Employés dans :			
- agriculture .....	4.520.000	5.341.000	3.800.000
- industrie .....	1.980.000	2.758.000	4.652.000
- services et commerces .....	2.450.000	2.693.000	3.500.000 (uniquement les services)



Au lendemain de la mort de Franco, Santiago Carrillo d'Espagne, un parti qui a su survivre sous la dictature.

### Un pacte commun pour exister

La « Plate-forme des organisations démocratiques », constituée en octobre dernier, regroupe la plus grande partie de l'opposition espagnole. Elle rassemble des groupements autonomistes, en plus des partis qui — des Démocrates-Chrétiens au Parti Communiste — se retrouvent dans la Plata-Junta. Et elle constitue un front aussi vaste qu'hétérogène, car les organisations très diverses qui s'y retrouvent n'ont finalement pas grand-chose en commun et ne se cachent pas leur hostilité mutuelle.

Leurs objectifs communs sont très limités et les rares déclarations communes n'empêchent aucun des participants d'affirmer de son côté exactement le contraire.

La seule chose de commune qu'il y ait entre le Parti Communiste d'Espagne et les partis de droite qui se retrouvent dans la Plate-forme est la conviction que la légalisation du Parti Communiste est nécessaire au fonctionnement d'un système parlementaire.

Ce regroupement n'a en fait rien à voir avec celui du Pro-



# URE ET LA DEMOCRATIE PARLEMENTAIRE



leader du Parti Communiste (Ph. Sipa)

Une réunion de la Coordination démocratique, en septembre 1976.

gramme commun réalisé par les partis de la gauche française. Et c'est bien normal. Car le problème qui se pose aujourd'hui à l'opposition espagnole n'est pas de se proposer comme une alternative gouvernementale au règne de Juan Carlos : il est de convaincre la bourgeoisie que celle-ci a intérêt à lui permettre d'exister, à lui faire une place dans la vie politique. Il est de se faire reconnaître comme une force.

Or l'importance des partis d'opposition, le poids social de chacun d'eux, n'a été vérifiée dans aucune confrontation électorale, ni dans aucune crise majeure. Aussi le PCE a-t-il besoin, vis-à-vis de la bourgeoisie, de la cau-

tion des partis de droite — comme la Démocratie Chrétienne — tandis que les regroupements de la droite, qui ne représentent guère qu'eux-mêmes, ont besoin de la caution démocratique du PCE auprès de la classe ouvrière et de l'ensemble de la population laborieuse.

Dans ces conditions, ce large regroupement permet simplement à chacun d'avoir plus de poids et plus de force vis-à-vis du pouvoir.

Limité dans ces objectifs, il le sera aussi dans le temps. Les Démocrates-Chrétiens l'ont dit et redit : une fois décidées les élections, chacun jouera sa propre carte.

petite bourgeoisie urbaine s'est développée. Elle aspire à vivre bien. Elle aspire à la fois à une relative aisance et à un système politique plus démocratique. Elle peut constituer la base so-

ciale d'un régime soucieux d'empêcher le désordre social tout en procédant à la réforme des institutions. C'est sur ces couches moyennes que compte Juan Carlos.

## Une politique au service de ses intérêts de parti

Depuis un an, on a vu le Parti Communiste Espagnol, tout en multipliant les offres de bons

services et les déclarations réconfortantes à la bourgeoisie, d'un autre côté, prendre la tête de mouvements populaires d'une certaine ampleur, soit qu'ils se soient déclenchés sans lui, soit qu'il les ait provoqués.

Cette contradiction apparente traduit en fait plusieurs problèmes.

D'une part le Parti Communiste, pour se développer, doit répondre à ce qu'attend de lui la classe ouvrière. Il doit répondre à ses aspirations.

D'autre part, il a besoin de se battre pour se faire reconnaître car, en même temps qu'il mobilise les travailleurs pour obtenir certains droits démocratiques, il conquiert, lui, le droit d'exister.

Mais en fait, il n'est prêt à prendre en charge la lutte pour les droits démocratiques que dans la mesure où cette lutte favorise sa propre lutte pour l'existence et sa légalisation. Et demain, si ces luttes menacent ses acquis, on verra le PCE se dresser contre elles, mettre son poids, son au-

torité dans la balance pour les stopper.

Le PCE a pu d'autant mieux réaliser les mobilisations qu'il a organisées que la conscience de la classe ouvrière n'allait pas au-delà des objectifs proposés et qu'il avait les mains libres puisqu'aucune force sur sa gauche n'apparaissait comme susceptible de lui en contester la direction.

On peut dire que, finalement, le PCE vient de traverser une période favorable, puisqu'il y a eu en quelque sorte convergence des deux facteurs. Puisque prendre la tête des luttes ouvrières pour y conserver son prestige allait dans le même sens que les démonstrations de force nécessaires pour se faire admettre par la bourgeoisie.

L'année écoulée est une période où le PCE s'est développé, où il est apparu comme pôle d'attraction. Mais si sa politique a pu faire illusion, demain, ses retournements risquent de laisser la classe ouvrière désarmée.

## Vers un Parti Communiste légal ?

pour le lui confirmer, si celui de l'Espagne de 1936 ne suffisait pas.

Alors, pourquoi une telle attitude de la part de la bourgeoisie espagnole ?

D'une part, bien sûr, la reconnaissance du PCE se heurte à l'anticommunisme virulent d'une partie de la droite et de l'armée. Et le gouvernement doit tenir compte de l'opposition de cette droite.

Mais surtout la bourgeoisie espagnole sait que le Parti Communiste Espagnol, même réformiste, reste un corps étranger dans la vie politique. Ses liens profonds avec la classe ouvrière le rendent sensible à cette base sociale. La bourgeoisie craint que demain le Parti Communiste Espagnol en cas de montée ouvrière, mène une politique plus radicale, pour ne pas se couper des travailleurs, et ne se conduise pas comme un parti « responsable », du point de vue bourgeois.

De plus, même sur le strict plan parlementaire, une trop forte représentation du Parti Communiste peut être une gêne considérable, comme ce fut le cas en France, comme c'est le cas en Italie.

Et c'est bien pourquoi le pouvoir n'est pas pressé de reconnaître le Parti Communiste, tant qu'il n'est pas convaincu que c'est la seule solution. Et il faudra que le Parti Communiste fasse la démonstration qu'il est un partenaire indispensable, parce qu'il a une audience et qu'il est capable de canaliser les éventuelles poussées de mécontentement de la classe ouvrière.

Actuellement, ses démonstrations ont convaincu les partis qui constituent l'opposition démocratique. Le gouvernement hésite encore. Mais tout laisse penser que, d'ici les élections, le Parti Communiste d'Espagne sera reconnu, soit officiellement, soit sous une forme déguisée — ce qu'il s'est d'ailleurs déclaré décidé à accepter éventuellement.

## Quand l'opposition accepte Juan Carlos

La Plate-forme des organisations démocratiques a annoncé le 23 octobre que toute l'opposition abandonnait le mot d'ordre de « rupture démocratique » et se donnait comme perspective la négociation d'un « pacte constitutionnel » en vue du prochain référendum.

C'est dire en clair que désormais l'opposition, dans son ensemble, accepte de jouer sa carte dans le cadre mis en place par Juan Carlos et qu'elle entend se comporter en opposition loyale. Et cela même si, il y a une semaine, elle menaçait le gouvernement de boycotter le référendum tant que le Parti Communiste d'Espagne ne serait pas légalisé.

Il y a loin apparemment entre ces propositions de simple « négociation » et les déclarations faites par ces mêmes partis, au lendemain de la mort de Franco. A cette époque, en effet, les organisations regroupées autour du

Parti Communiste dans la Junte démocratique refusaient Juan Carlos et s'affirmaient pour une « rupture démocratique », avec la mise en place d'institutions provisoires jusqu'aux élections et contrôlées par les partis démocratiques. Après de longs pourparlers entre ce regroupement et celui qui s'était constitué autour du Parti Socialiste Ouvrier (la « Convergence démocratique »), le mot d'ordre s'était transformé en « rupture démocratique négociée ». Négociée avec les hommes et les institutions en place qui s'affirmaient partisans de la « démocratie ».

Aujourd'hui, il ne reste plus que la négociation avec le gouvernement.

Mais faut-il voir dans cette évolution un tournant à droite profond des partis de l'opposition, et surtout du PCE ?

Eh bien non. Leur changement de position ne signifie pas un renoncement récent à des perspectives plus révolutionnaires ou

plus conformes aux intérêts des travailleurs. Le PCE, au lendemain de la mort de Franco, ne refusait-il pas Juan Carlos pour mettre en avant l'autre candidat au trône, le comte de Barcelone ?

Ce qui a changé, ce n'est pas l'opposition, c'est la situation politique espagnole.

Au lendemain de la mort de Franco, le régime de Juan Carlos paraissait peu stable, peu durable et surtout peu crédible dans ses velléités de libéralisation. Toutes les formations politiques préparaient une autre issue au régime et semblaient avoir l'initiative. Aujourd'hui, un an après, non seulement Juan Carlos est toujours là mais, en voulant mettre en place un régime un peu plus libéral, c'est lui qui offre des perspectives à l'opposition.

Et les propositions de négociation de l'opposition ne font que refléter ce changement : une situation où c'est désormais Juan Carlos qui a l'initiative.

### CROISSANCE URBAINE

	1950	1970
Madrid .....	1.618.000	3.453.000 dont 1.100.000 ouvriers
Barcelone .....	1.280.000	1.759.000
Séville .....	367.000	680.000
Saragosse .....	264.000	474.000

### REPARTITION EN POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE

Secteurs d'activité	1963	1973
Agriculture et pêche ..	37,4	25
Industrie .....	33,7	36,1
Services et commerces	28,9	38,9



# dossier

## ESPAGNE

### 1976

# QUELLES PERSPECTIVES

## La mitraille pour les travailleurs

Un certain nombre de libertés existent de fait en Espagne, c'est vrai. Mais cela ne peut faire oublier qu'il y a encore des dizaines de prisonniers politiques dans les prisons, que l'on torture encore dans les commissariats. Cela ne peut faire oublier que, de fait, il existe au Pays basque un véritable état d'exception, même si le gouvernement a tenu à ne pas le déclarer. Cela ne peut faire oublier que cette année 22 manifestants, pour la plupart des travailleurs, ont été assassinés par la police de Juan Carlos et l'extrême-droite. Depuis les années Soixante, la dictature franquiste n'avait jamais fait en une année autant de morts.

Il ne faut pas voir dans cette répression, dans ces assassinats de travailleurs, de simples ba-

vures. L'appareil policier créé par Franco a dressé à la répression anti-ouvrière des dizaines de milliers d'hommes. Certains parmi eux ont peut-être aujourd'hui la gâchette un peu plus facile que ne le souhaiterait le gouvernement, mais le fait que la répression dépasse en intensité celle des dernières années du franquisme montre que c'est d'autre chose qu'il s'agit. Quant aux autorités locales, certaines sont peut-être en retard sur Madrid, ou en désaccord avec le gouvernement, mais là encore elles ont une marge d'initiative trop réduite pour qu'on puisse leur imputer la responsabilité des violences du régime.

Non, la répression anti-ouvrière du régime de Juan Carlos a des fondements bien plus pro-

fonds. Elle est le complément de son « orientation libérale ». De son propre point de vue, le gouvernement ne peut pousser plus avant dans la voie qu'il a choisie que s'il se protège de tout débordement, que s'il neutralise, tantôt par des concessions aux partis de l'opposition, tantôt par la mitraille, la pression de la rue, la pression de la classe ouvrière.

Et cela fixe bien les étroites limites de ce que la classe ouvrière peut attendre du pouvoir. Toutes les tolérances du pouvoir peuvent être demain remises en cause pour les travailleurs, même si la mise en place d'un régime parlementaire continue. Et la conquête des libertés démocratiques pour les travailleurs est loin de suivre le rythme des promesses libérales du gouvernement.



« Liberté. Amnistie. 1<sup>er</sup> mai ». Dans les ateliers réunies chantent l'Internationale.

### INTERVIEW

INTERVIEW DE X, REFUGIE POLITIQUE EN FRANCE DEPUIS PLUS DE DIX ANS :

— Tu as quitté l'Espagne il y a plus de dix ans. Tu es allé cet été à Barcelone, as-tu trouvé que la « libéralisation » dont parle le régime avait des conséquences dans la vie quotidienne des gens ?

— Oui, ce qui m'a frappé c'est l'impression que la presse est libre ou presque. Les journaux donnent des informations sur l'opposition, sur les partis et les organisations encore légalement interdites. Et ces nouvelles ne sont pas dans un coin du journal. Elles font l'objet des gros titres, même dans les journaux traditionnellement réactionnaires. Et puis, il y a une foule de nouveaux journaux, d'hebdomadaires.

De plus, il y a une abondance de livres politiques. Ce qui est frappant, c'est qu'on voit ces livres politiques en vente dans les kiosques, comme des livres de poche. Des livres de Marx, de Lénine. Les « Dix jours qui ébranlèrent le monde » de John Reed était en vente partout.

— Et qui les achète ?

— Je ne sais pas trop, mais il y a une forte demande puisqu'on les expose comme des ouvrages à large diffusion. Non, il n'y a pas que les étudiants, les spécialistes qui les achètent.

Il y a une grande curiosité pour les problèmes politiques, pour s'informer.

Les gens s'intéressent, participent spontanément. Les manifestations politiques, les meetings ont du succès. Un grand nombre de manifestations sur divers sujets sont tolérées. On voit pour des tas de raisons quelques centaines de personnes manifester. La police arrive parfois, disperse, mais la manifestation se reforme plus loin. Les gens sont habitués, détendus. Ils savent aussi que brusquement le ton peut changer et ils sont prudents.

## Un an de libéralisation sous Juan Carlos

22 assassinats par la police et l'extrême-droite.

Février 1976 : Teofilo Perez del Valle mort après une manifestation à Elda.

Mars 1976 : Vitoria, au Pays basque, la police tire sur une manifestation, 5 tués par balle. Il s'agit des ouvriers Romuldo Chaparro (19 ans), Pedro Maria Ocio, Francisco Aznar (17 ans), José Castillo, Bienvenida Pereda Moral.

A l'occasion des manifestations de soutien aux travailleurs de Vitoria, Juan Gabriel Rodrigo Knajo, poursuivi par la garde civile, tombe d'une corniche et se tue à Tarragone alors que Vicente Antonio Ferrero — 18 ans — tombe sous les balles de la police à Basauri.

Avril 1976 : Oriol Sole Sugranyes, anarchiste catalan, est tué par la garde civile lors de l'évasion de la prison de Ségovie et Felipe Suarez Delgado lors d'un contrôle routier. Imanol Garmendia est abattu alors qu'il se rendait à Pampelune pour célébrer la fête nationale basque. Bernardo Bidaola Achega, militant de l'ETA est tué dans un affrontement avec la garde civile.

Mai 1976 : Aniano Gimenez

Santos, militant carliste, et Ricardo Garcia Pellejo (ouvrier de 20 ans) sont assassinés à Montejurra par un commando d'extrême-droite.

Juillet 1976 : Begona Menchaca, ménagère, est tuée par balle dans une manifestation à Santurce. Carlos Hernandez Expósito, ouvrier, tué à l'aube du 18 juillet à Madrid pour n'avoir pas répondu à une sommation de la garde civile. Edgardo Moreno « Bertur », militant de l'ETA, est enlevé et assassiné par un commando d'extrême-droite. Fausto Pena Moreno et José Lopez Ragel meurent de l'explosion d'une bombe à Séville.

Août 1976 : Francisco Javier Verdejo, militant maoïste, est tué par balle, alors qu'il badigeonnait un slogan sur un mur à Almería.

Septembre 1976 : Jésus Zabala (22 ans) est abattu à Fuentarabia.

Octobre 1976 : Carlos Martinez, étudiant, est tué par balle à Madrid par un commando d'extrême-droite.

22 assassinats qui sont l'œuvre de la police et de l'extrême-droite.

## Un terrain sur lequel le gouvernement peut reculer

Parmi les courants autonomistes qui se développent actuellement en Espagne, le mouvement basque est sans aucun doute le plus puissant et le plus vivant dans la population. Le sentiment national y apparaît comme le ciment de tout un mouvement d'opposition qui fait descendre dans la rue des centaines de milliers de travailleurs et de petits-bourgeois, tandis que des autorités locales, des fonctionnaires protestent contre le gouvernement et vont jusqu'à démissionner de leurs postes.

Mais ni la profondeur du sentiment national, ni le fait que les manifestations soient populaires ne changent quoi que ce soit au caractère profondément bourgeois, voire réactionnaire du

programme mis en avant par les organisations autonomistes ou nationalistes.

En effet, le gouvernement peut très bien choisir de faire des concessions aux nationalismes basque, catalan ou autres. Juan Carlos a d'ailleurs déjà lâché du lest sur ce terrain en autorisant une plus large utilisation des langues régionales et en abolissant, le 6 novembre, le décret de 1937 qui privait deux provinces basques, la Biscaye et le Guipuzcoa, de leurs privilèges fiscaux pour les punir d'avoir été républicaines.

Il peut aller bien plus loin encore dans ce sens. Il peut aller jusqu'à accorder des statuts particuliers à chaque région, il peut aller jusqu'à donner une

structure fédérative à l'Etat espagnol sans que le pouvoir de la bourgeoisie en soit affaibli d'un iota. Demain, les assemblées locales peuvent avoir plus de pouvoir, demain il y aura peut-être une police régionale et une administration régionale en plus de la police et de l'administration centrale, mais cela ne changera rien pour les travailleurs. Cela voudrait dire plus de sinécures, plus de postes à briguer pour les bourgeois et les petits-bourgeois qui rêvent d'une carrière ; cela donnera peut-être des perspectives à des organisations politiques qui, en dehors de la région, n'ont aucune chance de participer à la mangeoire étatique : cela renforcera peut-être telle bourgeois-

sie locale. Mais cela n'ouvrira aucune perspective à la classe ouvrière.

Le terrain du nationalisme est un piège pour la classe ouvrière espagnole, car quand les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises qui se battent sur ce terrain auront trouvé un compromis avec Madrid, quand elles auront négocié, on les verra s'efforcer de remettre au pas une classe ouvrière dont elles se servent aujourd'hui.

Et c'est pourquoi les organisations révolutionnaires doivent tout faire pour détacher les travailleurs des organisations nationalistes et pour les gagner aux idées et au programme socialistes.

## Les révolutionnaires et la conquête des droits démocratiques

Dans la situation espagnole actuelle, la tâche des révolutionnaires n'est évidemment pas de provoquer des épreuves de forces entre des minorités combattives de la classe ouvrière et le pouvoir. Il s'agit de faire en sorte que dès maintenant des centaines de milliers de travailleurs profitent des tolérances et prennent l'habitude d'exercer eux-mêmes le droit de se réunir, de manifester, le droit de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, au niveau du quartier, de l'immeuble, de l'usine. Que ces droits soient aujourd'hui légaux, seulement « tolérés » ou même interdits.

Et c'est possible. Car si aujourd'hui les travailleurs espagnols n'en sont pas à se poser le problème de la prise du pouvoir, ils sont assez forts pour imposer, s'ils le veulent, que toutes les réunions politiques puissent avoir lieu. Trouver une salle où se réunir, le faire régulièrement n'est pas un problème difficile quand les travailleurs le prennent en main.

En pleine dictature, la classe

ouvrière a su conquérir dans la pratique le droit de faire grève. Alors, soyons-en sûrs, les simples tolérances actuelles peuvent permettre aux travailleurs, s'ils en ont le goût, d'exercer en fait pour leur propre compte tous les droits, de conquérir toutes les libertés.

Les travailleurs ne doivent pas pour cela faire aveuglément confiance aux partis de gauche comme le PSOE ou le PCE. Ce dernier est bien capable aujourd'hui d'imposer des manifestations, des réunions, de promouvoir toute une activité de quartier où ses militants multiplient des formes d'organisation comme les comités de locataires, les comités de quartiers. Mais il mène cette politique pour son propre compte, pour conquérir, lui, une audience et le droit d'exister.

Les militants révolutionnaires ne doivent pas laisser ce terrain aux organisations réformistes ou stalinienne, car un jour ou l'autre celles-ci mèneront forcément une politique destinée à empêcher les travailleurs



# POUR LA CLASSE OUVRIERE ?



urs de Barcelone, des milliers de person-  
(Ph. Sipa)

de s'organiser et de prendre les choses en mains. Aujourd'hui, cette lutte des organisations réformistes pour leur légalisation semble coïncider avec le combat pour l'organisation de la classe ouvrière. Mais cette étape franchie, les choses changeront ! Les organisations réformistes savent qu'apprendre à la classe ouvrière à s'organiser et à prendre en mains ses propres affaires, c'est prendre le risque de la voir quitter le terrain que la bourgeoisie accepte.

Mais le fait de se mettre en tête de la lutte pour les droits démocratiques ne doit pas empêcher les révolutionnaires de dénoncer ce qu'est la démocratie bourgeoise. Ils savent que les illusions qu'elle engendre sont un poison pour la classe ouvrière. Et c'est aussi leur tâche de les combattre.

Le rôle des révolutionnaires est à la fois plus simple et plus précis. Il est d'être partie prenante dans tous les combats pour la liberté, si petits soient-ils, et à travers ces combats d'éduquer la classe ouvrière, d'élever son niveau de conscience afin que demain elle soit prémunie non seulement contre d'éventuels raidissements du pouvoir, mais aussi contre les trahisons des organisations qui, aujourd'hui, apparaissent défendre leurs droits.

## Les révolutionnaires et les revendications nationales

### Un an de luttes ouvrières

Le 20 novembre 1975, Franco meurt. L'espoir pour la classe ouvrière de voir quelque chose changer, de voir libérer les prisonniers politiques, ne tarde pas à se manifester.

Dès le début du mois de décembre, tolérées ou brutalement dispersées, des manifestations pour l'amnistie se multiplient. La grève générale du 9 décembre, lancée par la Junte, la Convergence, et les syndicats clandestins, est un succès et s'étale sur plusieurs jours. Camacho, leader des Commissions ouvrières, est à nouveau libéré.

Au début du mois de janvier, les grèves prennent un autre caractère. Les travailleurs mettent à la fois en avant des objectifs politiques et des revendications salariales.

Des manifestations de plusieurs milliers de personnes précèdent début janvier la grève des employés du métro de Madrid qui vont tenir tête au gouvernement. Celui-ci choisit de biaiser, puis de reculer. Mais cela ne suffit pas à stopper le mouvement de solidarité qui est né. Un peu partout le mouvement fait tache d'huile.

Grève des métallos à Madrid. Grève du Bâtiment. Grève générale le 12 janvier.

Le mouvement s'étend jusqu'au début mars. Le régime traverse sa première épreuve sérieuse.

Mais début mars le pouvoir se raidit. A Vitoria, la police fait cinq morts.

L'indignation, la haine du régime qui promet la liberté mais assassine entraîneront de puissants mouvements, au Pays basque surtout, où l'agitation renaît sur des objectifs nationalistes.

Mais pourtant le mouvement revendicatif ralentit. L'été est marqué par une grève des postiers qui commence début juillet, s'arrête puis renaît en septembre, mais le mouvement est limité.

Et c'est désormais au Pays basque essentiellement qu'éclateront des mouvements dont le ciment est à la fois le nationalisme et les protestations contre une répression qui fait plusieurs morts en quelques semaines.

Au Pays basque aujourd'hui, les militants révolutionnaires ne peuvent se contenter de lutter aux côtés des milliers de travailleurs qui se battent et restent confusément sur le terrain nationaliste.

Ils doivent leur dire : « Travailleurs basques, vous aspirez à un régime politique démocratique et vous avez raison. Pour vous il n'y aura de régime démocratique que lorsque les Basques pourront parler leur langue librement, pourront dire qu'ils se sentent autant Basques qu'Espagnols, ou plus Basques qu'Espagnols. Et nous vous comprenons.

Pour la conquête de ces libertés-là, les révolutionnaires socialistes seront avec vous dans la lutte, et même au premier rang de celle-ci. Et toutes les fois que le pouvoir s'opposera à l'exercice de ces libertés, tou-



Pour que des millions de travailleurs, qui veulent changer leur sort, prennent conscience de leur force, il faut une centrale syndicale unitaire.  
(Ph. Sipa)

## Un parti ouvrier révolutionnaire nécessaire

Le nombre de conflits dans lesquels s'est engagée la classe ouvrière espagnole depuis la mort de Franco, leur ampleur, sont significatifs de la combativité de centaines de milliers de travailleurs. Et ce mouvement de masse prouve que, malgré des années de dictature, malgré la répression, la classe ouvrière espagnole a su conserver des traditions de lutte. C'est un des éléments déterminants de la situation en Espagne.

En effet la bourgeoisie espagnole n'est pas débarrassée de sa grande peur de voir la classe ouvrière faire irruption sur la scène politique et bousculer ses projets de libéralisation à pas menus. D'ailleurs, les grèves, les manifestations ouvrières, même lorsqu'elles n'ont que des objectifs écono-

miques, prennent très rapidement un caractère politique.

C'est dans les luttes de l'hiver 1975-1976 pour l'amnistie, dans les manifestations de colère contre les assassinats de travailleurs, dans les mobilisations qui se sont déroulées au Pays basque, que le mouvement a pris son caractère politique le plus clair.

Mais la politique des organisations politiques réformistes, stalinienues ou nationalistes, n'a bien sûr pas consisté à donner aux travailleurs, à la classe ouvrière, des perspectives différentes de celles de la bourgeoisie. Loin de là. Car tous ces partis ont eux-mêmes peur de voir la classe ouvrière lutter pour son propre compte. Il y a même bien des chances pour que, maintenant que toute l'opposition, Parti Communiste compris, a

renoncé à toute autre perspective que celle de négocier avec Juan Carlos, tous ces partis aient comme premier souci d'éviter la politisation des luttes ouvrières.

C'est pourquoi il est capital pour l'avenir de la classe ouvrière espagnole que naisse et se développe dans ce pays un véritable parti ouvrier révolutionnaire, capable à chaque étape, à chaque lutte, de donner aux travailleurs des objectifs, de l'aider à voir quels sont ses amis et que's sont ses ennemis.

Il devrait tenir compte du réel niveau de conscience de la grande masse des travailleurs. Mais il dirait que même si la classe ouvrière espagnole n'en est pas à faire la révolution socialiste, elle peut et elle doit s'y préparer dès maintenant.

tes les fois qu'il réprimera ceux qui se battent pour imposer un juste droit, nous combattrons tous ensemble pour le faire reculer.

Mais n'oubliez pas deux choses : la première, c'est qu'il ne suffira pas d'une autonomie ou même d'une indépendance des provinces basques pour réaliser une société démocratique. Cela donnera peut-être le droit de parler et d'apprendre le basque, mais il y a d'autres libertés démocratiques aussi importantes pour les travailleurs que le droit de parler ou d'écrire leur langue maternelle. Ce sont les libertés de s'organiser, la liberté de presse, la liberté de réunion syndicale. Eh bien, toutes ces libertés qui ont été supprimées pendant 40 ans, pas seulement au Pays basque, mais dans toute l'Espagne, elles vous ont été retirées avec la complicité de

la bourgeoisie basque qui s'est fort bien accommodée du franquisme et dont, aujourd'hui, on voudrait vous faire croire qu'elle a les mêmes intérêts que vous.

Et puis rappelez-vous aussi que le Pays basque est un pays riche où des milliers de travailleurs (basques et non basques) produisent de grandes richesses pour le seul profit de la bourgeoisie de la péninsule ; c'est-à-dire aussi bien de la bourgeoisie qui se dit basque que de celle qui se dit espagnole.

Eh bien, il n'y aura pour vous de régime démocratique que lorsque les travailleurs du Pays basque ne seront plus dépossédés de leur travail non seulement par des bourgeois espagnols, mais aussi par des bourgeois basques. Et n'oubliez pas non plus que vos aspirations à la liberté, à la lutte contre l'ex-

ploitation sont aussi celles de tous les travailleurs d'Espagne, et que dans ce combat-là tous les travailleurs d'Espagne sont vos alliés, alors que tous les bourgeois, y compris les bourgeois basques, sont vos ennemis.

Alors si la majorité des travailleurs basques pensent qu'il faut revendiquer l'autonomie ou l'indépendance des provinces basques nous serons à leurs côtés. Mais n'oubliez pas que tous ceux qui se disent pour l'autonomie ou l'indépendance du Pays basque sans faire la différence entre les bourgeois et les travailleurs et qui opposent les Basques et les non Basques tous ceux-là sont les ennemis des travailleurs y compris des travailleurs basques. Ce sont des agents de la bourgeoisie. »



# dossier ESPAGNE 1976

## LA QUESTION SYNDICALE

### Les syndicats ex-clandestins contre l'unité syndicale



Une des grandes mobilisations à Barcelone... mais sous les drapeaux du nationalisme catalan.  
(Ph. Laureano Ortiz)

Les syndicats autres que le syndicat hérité du franquisme, la CNS, ne sont pas encore légaux en Espagne. Néanmoins, on peut dire que, d'ores et déjà pourtant, plusieurs organisations syndicales ont dans ce pays une existence réelle et pignon sur rue. Certaines de leurs réunions, voire de leurs congrès sont tolérés, d'autres interdits, mais le gouvernement de Juan Carlos traite avec eux.

C'est là le résultat des luttes ouvrières et de la ténacité de milliers de militants ouvriers qui, même sous la dictature, ont su imposer l'existence d'organisations que la répression n'a pu détruire. Car ce sont les luttes ouvrières qui ont convaincu le patronat et le gouvernement qu'ils n'avaient pas intérêt à maintenir en place, comme seul interlocuteur reconnu, une organisation en qui les travailleurs n'avaient pas confiance. A tel point que déjà sous Franco les patrons ont négocié des conflits par dessus la tête de la CNS en discutant ouvertement avec les Commissions ouvrières.

C'en est donc vraisemblable-

ment fini du syndicat vertical unique.

Alors, quels seront les syndicats de demain ? Va-t-on vers un syndicat unique, ou vers la pluralité syndicale ? Si l'on a pu se poser sérieusement la question vers le mois d'avril, à une époque où presque toutes les organisations semblaient prendre, au nom de l'unité de la classe ouvrière, une position de principe en faveur de l'unité syndicale, le problème paraît désormais tranché dans l'autre sens.

Les trois principales organisations syndicales, l'USO, l'UGT et les Commissions ouvrières sont bien regroupées dans la COS — Coordination des Organisations Syndicales —, mais cette coordination n'est plus présentée comme un premier pas vers une centrale syndicale unique ; même plus par les Commissions ouvrières qui, lors de leur dernière assemblée, ont décidé de se constituer en organisation syndicale indépendante. En fait, la COS est plus un cadre unitaire permettant aux diverses organisations de se concerter pour faire pression sur le gouvernement qu'un véritable organisme

de coordination des luttes ouvrières.

Cette division syndicale n'est pas surprenante. Elle est le reflet des divergences politiques profondes et des rivalités existant au sein de l'opposition. En effet, des organisations comme l'UGT et l'USO ont intérêt à préserver leur indépendance organisationnelle. Du point de vue de leurs relations avec le gouvernement, elles ont intérêt à ne pas lier leur sort à celui d'une organisation qui, comme les Commissions ouvrières, est directement liée au Parti Communiste Espagnol. D'autant plus que, moins structurées, moins implantées, elles seraient minoritaires dans une organisation unifiée.

Alors oui, toutes ces décisions, tous ces calculs de ceux qui aspirent à être les futurs dirigeants des syndicats ouvriers espagnols en disent long sur leurs préoccupations. Elles montrent que l'intérêt général de la classe ouvrière n'entre pas dans leurs considérations et qu'ils acceptent en fait de jouer le rôle de dernier rempart du capitalisme que s'approprie à leur confier la bourgeoisie.

### La CNS, un parasite difficile à résorber

La Confédération Nationale Syndicale — CNS —, mise en place par le franquisme dans le cours de la guerre civile, prétendait dominer les oppositions de classes. A cet effet, elle réunissait dans un même « syndicat », sous la haute main de l'Etat, « tous les producteurs », ouvriers et employeurs !

Aujourd'hui, ce verticalisme franquiste (c'est-à-dire le prétendu syndicalisme où tous les responsables sont désignés par en haut) est inadapte aux yeux de la bourgeoisie. Mais la reconnaissance des libertés syndicales pose du même coup au gouvernement un problème délicat. Celui de l'élimination de la CNS, ou de sa reconversion.

Car l'appareil du syndicat vertical, qui a vécu pendant près de 40 ans en parasite sur le dos des travailleurs par le biais des cotisations obligatoires, est fort de plusieurs dizaines

de milliers de membres et riche d'un vaste empire immobilier.

Que faire de ces fonctionnaires ? Que faire de ces biens dont les syndicats ouvriers demandent le partage ?

Sans doute, nombre de bureaucrates quitteront-ils le vieux navire pour rejoindre d'autres mangroves syndicales. Mais cela ne peut suffire à résorber ces milliers de parasites.

Le projet de reconversion de la CNS en une « administration des services socio-professionnels », qui regrouperait tout ou partie du personnel et des biens de l'ex-CNS, est sans doute une perspective qui fera, entre les syndicats, la CNS et le gouvernement, l'objet des négociations à venir. Mais cela restera un énorme corps parasitaire dont l'entretien coûtera cher à la classe ouvrière espagnole.

### Les révolutionnaires dans les syndicats

Pour les militants révolutionnaires, le problème n'est pas de détacher dans la classe ouvrière une avant-garde radicale qui se batte seule sur des objectifs révolutionnaires. Il est de préparer l'ensemble de la classe ouvrière à prendre entre ses mains le pouvoir et à l'exercer. Pour cela il faut que la classe ouvrière prenne conscience de sa communauté d'intérêts et de la force qu'elle représente en tant que classe. Une organisation syndicale unique est le cadre syndical le plus apte à faciliter cette prise de conscience. Et c'est pourquoi les militants révolutionnaires en Espagne doivent avoir une politique syndicale et, dans le débat qui se déroule, ils doivent être partisans d'une organisation syndicale unitaire, démocratique.

Mais aujourd'hui, alors que

tout le monde semble s'orienter vers la pluralité syndicale, alors que les organisations syndicales existantes ne conçoivent l'unité que si elle leur profite, les révolutionnaires n'ont-ils rien d'autre à faire que de prêcher une unité impossible ?

Actuellement en Espagne, aucun groupe révolutionnaire ne peut contraindre les partis réformistes à réaliser cette unité et à respecter la démocratie ouvrière. Mais cela ne condamne pas les révolutionnaires à emboîter le pas, bon an mal an, à telle ou telle organisation en place. Car le problème de l'unité syndicale ne se pose pas simplement au niveau des futures confédérations syndicales. Et dans toutes les usines où des militants révolutionnaires sont présents, ils peuvent travailler à organiser les travailleurs dans un cadre syndical unitaire, peu

importe son étiquette, peu importe même que formellement plusieurs syndicats existent. C'est certainement d'autant plus possible que les syndicats qui ont pignon sur rue sans être légalisés n'ont pas encore eu le temps de secréter un appareil bureaucratique puissant.

C'est comme cela que les révolutionnaires gagneront des travailleurs à l'idée qu'il faut que tous les travailleurs se retrouvent dans une même organisation de classe au fonctionnement démocratique. Et c'est alors seulement, s'ils imposent l'unité syndicale dans plusieurs usines, si les travailleurs font leur cette idée, c'est alors seulement que les révolutionnaires pourront contraindre les organisations réformistes à tenir compte de la volonté des travailleurs.

#### LES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Nées au moment du démarrage économique de l'Espagne et du réveil du mouvement ouvrier, les Commissions ouvrières ont été impulsées à la fois à leur naissance par des militants catholiques et des militants du Parti Communiste d'Espagne. Des militants d'extrême-gauche ont aussi participé à ce mouvement.

Traquées par Franco, elles sont restées l'organisation syndicale clandestine la plus importante, celle qui a organisé le plus grand nombre de luttes. Aujourd'hui, le mouvement des Commissions ouvrières, structuré et tenu en main par le Parti Communiste, existe nationalement et dispose de véritables cadres. Il a annoncé qu'il se constituait en syndicat.

#### L'UGT (UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS)

Fondé en 1888, c'est pendant la guerre civile le syndicat qui organisait le plus de travailleurs : 1.500.000 adhérents. Très lié au Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, il comptait aussi parmi ses membres les militants communistes.

Dissous et pourchassé par Franco, après 1939 ce syndicat a de nouveau fait parler de lui à partir de 1974.

L'UGT revendique aujourd'hui 8.000 adhérents et semble présenter surtout dans les Asturies, au Pays basque et en Andalousie.

#### L'USO (UNION SYNDICALE OUVRIERE)

Ses fondateurs ont participé au début aux Commissions ouvrières mais s'en sont séparés quand le Parti Communiste a pris, à leurs yeux, un trop grand poids.

Défenseur du « socialisme autogestionnaire », l'USO est très liée à la CFDT. Il est difficile de connaître son implantation et son influence qui varient selon les régions.

#### LA CNT (CONFEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS)

De tradition anarcho-syndicaliste, ce syndicat était très puissant en Espagne au moment de la guerre civile.

Traqué par la répression, il n'a eu pendant très longtemps d'existence qu'à l'étranger.

S'il est certain qu'actuellement il existe en Espagne, on mesure mal son influence.



# lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt



Une interview de Simone Iff du Planning familial :

## Où en est l'application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse

« Notre activité quotidienne a été de faire que des avortements se pratiquent en France : obliger les structures publiques à en faire. Ensuite il fallait voir si ils se font à la tarification de la loi (entre 400 et 600 F, suivant la méthode employée et le temps passé en structure hospitalière).

C'est tout le problème d'une médecine régie par des intérêts de rentabilisation et de profit plutôt que de services.

Nous sommes entre autres au courant de nombreux cas où, pour gagner de l'argent, les avortements sont pratiqués avec une dilatation du col de l'utérus trop rapide. Et c'est là que peuvent survenir des accidents graves pour la santé des femmes.

Que comptez-vous faire face à cette situation ?

Nous préparons une enquête systématique sur les techniques médicales employées et une enquête sur la manière dont les IVG (Interruptions volontaires de grossesse) sont résolues en France. Car d'après l'analyse de notre pratique, plusieurs questions se posent. Les conséquences de l'absence de formation du corps médical sont inquiétantes, car elles peuvent avoir toute une série de conséquences fâcheuses à la suite d'avortements mal pratiqués. Ne seront-elles pas prises comme preuve par les adversaires de l'avortement libre, pour renforcer l'épouvantail de la peur, argument médical à l'appui ? (...)

Les tarifs abusifs persistent et les voyages à l'étranger aussi. Troisièmement, quand la loi est appliquée, par qui l'est-elle ? Nous devons montrer que, quand la loi est appliquée, c'est toujours là où les militants, d'où qu'ils soient, se sont battus, et non par décision des pouvoirs publics.

Sur Paris, des IVG ont eu lieu dans

les cliniques privées la plupart du temps, ce qui prouve que la loi du profit est loin d'être enterrée, d'autant plus que, il faut le crier sur les toits, l'avortement n'est pas remboursé par la Sécurité sociale !

Dans un hôpital, il faut en général plus de quatre semaines pour obtenir un rendez-vous pour avortement.

Beaucoup de femmes se retrouvent ainsi ayant dépassé largement les dix semaines. ».

Rouge fait suivre cette interview d'un tableau sur le nombre d'IVG (interruptions volontaires de grossesse) effectuées par les différents hôpitaux parisiens avec la méthode utilisée :

Hôpitaux	Nbre d'IVG par semaine aujourd'hui	Nbre d'IVG il y a 6 mois	Délai entre 1 <sup>er</sup> contact et IVG	Prix	Méthode
BOUCICAUT	0	7 ou 8	—	—	Aspiration avec curetage
COCHIN BAUDELOCC	— de 10	10	3 semaines	600 F	id. + anesthésie
PORT-ROYAL	— de 10	10	3 semaines	600 F	id. + anesthésie
ST-ANTOINE	— de 10	15 à 20	15 jours	400 F 700 F	Aspiration Aspiration + anesthésie
HOTEL-DIEU	1	1	—	—	—
TENON	18	18	15 jours	700 F	Aspiration + anesthésie
BICHAT LARIBOISIÈRE FOCH SURESNES	0	0	—	—	—

Et Rouge remarque :

« Il y a six mois, Boucicaut, Cochin, Port Royal, Saint-Antoine pratiquaient plus d'avortements qu'à présent. Il se pratique donc moins d'avortements aujourd'hui dans les hôpitaux parisiens qu'il y a six mois, alors que déjà ce n'était pas brillant. Beaucoup d'hôpitaux ne disent pas non mais donnent les rendez-vous

trop tard (après le délai de 10 semaines de grossesse). Comment s'étonner alors que beaucoup de cliniques privées pratiquent les IVG et que certaines continuent ainsi un trafic financier sur le dos des femmes ? A ne pas oublier non plus que deux ans après la loi Veil, beaucoup de femmes partent encore à l'étranger (Angleterre, Hollande). »

## Libération

## L'affaire du "gang des égoutiers" :

en téléphonant à " Jours de France "



En quête d'informations sur l'affaire du gang des égoutiers, Libération a téléphoné à Jours de France, le journal de Marcel Dassault. L'histoire est instructive...

« Des noms : de Vathaire, Jean Kay, Dassault, de Bénouville, Dupont, Spaggiari. Des raisons : vérifications, demandes de confirmations ou de démentis. Bref, ces dernières semaines on ne manque pas de motifs à Libération pour téléphoner à Jours de France.

Tant qu'il s'est agi de la présence,

dans l'immeuble du Rond-Point des Champs-Élysées, du rédacteur en chef, Marcel Dassault, ou de son président-directeur général, Guillaumin de Bénouville, ce fut assez simple. Ils n'étaient pas là. Sur ce point les standardistes n'ont jamais contredit les secrétaires particulières.

Mais lorsqu'on a voulu parler au lieutenant Dupont, ancien de l'OAS (commandos Delta), organisateur en 1968 à Nice (avec son ami Spaggiari, autre ancien de l'OAS, aujourd'hui inculpé pour le casse de la Société

Générale de Nice) de la campagne électorale du général de Bénouville, les standardistes et les secrétaires particulières nous ont plongés dans un abîme de perplexité.

Exemple : communication téléphonique du 3 novembre 1976 à 11h. « Nous voudrions parler à M. Dupont ». Le standard « Ne quittez pas... Monsieur Dupont n'est pas là... Je ne sais pas s'il sera là aujourd'hui... Voulez-vous laisser un message ? ».

Mêmes réponses trois heures plus tard.

Communications téléphoniques du 4 novembre 1976 à 16h. Secrétariat de M. de Bénouville : « M. de Bénouville n'est pas là... Monsieur Dupont ? Mais, monsieur, M. Dupont ne travaille plus à Jours de France depuis sept ou huit ans ! ». Trente secondes plus tard nous rappelons. Le standard : « M. Dupont ? ne quittez pas... Monsieur Dupont n'est pas là aujourd'hui... Voulez-vous laisser un message ? Peut-il vous rappeler ? ».

Question : vous en connaissez beaucoup, des sociétés où votre interlocuteur souhaité ne travaille plus depuis plusieurs années et où on continue consciencieusement à prendre les messages le concernant et à les lui transmettre ? Réponse : oui, une, Jours de France.

Malgré ses alibis (« Deux cents personnes au moins peuvent témoigner de ma non-participation au casse du siècle ») Dominique Poggi, cadre moyen des couches supérieures du milieu, qui s'était constitué prisonnier a été inculpé mercredi soir de vols qualifiés par M. Bouazis, le juge d'instruction niçois chargé de l'affaire. ».



# Hôpital = danger

## LILLE :

### La Traumatologie au Centre Hospitalier Régional, un scandale !

A la Cité Hospitalière de Lille, dans le service de Traumatologie, les salles de 24 places comportent 30 lits où la plupart des blessés sont totalement immobilisés, leurs membres plâtrés ou suspendus à des poids en extension.

Le service est tellement saturé qu'il est courant lorsqu'il y a des entrées en urgence, de faire sortir... en urgence des malades afin de récupérer leur lit. On les plâtre rapidement et on les installe sur un brancard dans les couloirs en attendant que leur famille (s'ils en ont) vienne les chercher. L'autre malade, pendant ce temps, a déjà occupé le lit qui n'a pas eu le temps de refroidir. Il est courant de servir plus de 35 repas dans cette salle de 30 lits puisqu'il y a le malade pas encore sorti et le malade déjà entré pour le même lit. Il n'y a d'ailleurs que 30 couverts et 30 tables pour tout le monde.

D'ailleurs le service est tellement encombré qu'il faut faire une véritable

gymnastique entre les lits pour accéder aux malades. La salle de garde pour préparer le matériel des soins est occupée par des lits et il faut donc travailler dans le couloir central de la salle, lieu de passage unique pour les brancards, les charriots de repas, etc.

Comme partout au CHR, la situation est encore plus pénible à cause du manque de petit matériel (seringues, couverts, linge...) qu'il faut aller réclamer à chaque fois.

La religieuse, surveillante du service, elle, ne se préoccupe que d'une seule chose : que la rotonde où elle trône soit lavée tous les jours et cirée toutes les semaines.

Quant aux médecins, ils sont le plus souvent invisibles, ils opèrent ou sont occupés ailleurs. Il en résulte que ce sont souvent les infirmières qui doivent prendre les décisions concernant l'essentiel des soins ou la sortie du malade, alors qu'elles n'ont pas les compétences médicales pour le faire.

Non seulement de telles conditions sont dangereuses pour les malades (qui doivent parfois revenir car ils sont sortis trop tôt), mais de ce fait beaucoup d'infirmières épuisées, démissionnent. Les plus anciennes ont ra-

rement plus de deux ans d'ancienneté.

Et la direction de l'hôpital déclare sans rire que le CHR est le centre le plus moderne de l'Europe du nord.

Correspondant LO

## ANGERS :

### Un service qui « marche » trop

Au CHR d'Angers, il y a un service d'Orthopédie, c'est le seul de la région et certains consultants doivent attendre six mois à un an avant de pouvoir être hospitalisés.

Le problème des places est chronique. Un service de 30 lits ne suffit pas et nous avons dû déborder de 15 lits d'un côté et de 16 lits dans un autre service.

Le manque de personnel a des conséquences encore plus graves : nous avons été obligés d'amputer un malade d'une partie du talon parce qu'il avait des escarres. L'immobilisation des malades entraîne souvent ce

genre de plaies aux points d'appui du corps avec le lit. Le minimum pour y remédier serait de pratiquer des massages préventifs. Pour cela, il faudrait beaucoup plus de personnel. Il manque deux aides-soignantes qui sont remplacées par des agents de service. Quant aux congés et aux arrêts maladie ils ne sont que très rarement remplacés. L'effectif donné par l'administration, pourtant insuffisant, n'est même pas respecté.

Même quand il n'en résulte pas de séquelles graves pour les malades, ceux-ci souffrent toujours du manque de soins et de matériel. Tel ce monsieur qui devait rester douze jours après son intervention et qui est renvoyé au bout de dix jours dans un service faisant « hospice ». Ou bien cet autre qui arrive sur rendez-vous et qui doit attendre toute la journée dans le couloir et sera ausculté par l'anesthésiste dans la salle de bains.

Le chef de service se contente d'envoyer des lettres pour réclamer du personnel, mais c'est un langage qui ne suffit pas à secouer l'apathie de la direction.

Correspondant L.O.



(Fotolib)

## HOPITAL BROUSSAIS - PARIS :

### Partout à la fois

Le dimanche matin, il n'y a qu'une seule manipulatrice radio de garde pour tout l'hôpital Broussais et l'annexe Antoine Chantin.

Elle doit être partout en même temps, en réanimation, en salle d'opération si on l'appelle, à Chantin, à la radio centrale pour répondre au téléphone.

Elle doit tout faire, déplacer les appareils radio dans les salles, alors qu'en semaine un aide-soignant l'accompagne. Elle fait aussi le développement des clichés.

L'administration croit sans doute au dédoublement des manipulateurs pendant le week-end. Il nous faut deux manipulateurs de plus.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Broussais - Paris.

## METRO :

### Sur la ligne Châtelet-Lilas, ça freine sec !

En l'espace de trois semaines, deux voyageuses ont été blessées sur la ligne 11 (Châtelet-Lilas) à la suite de freinages brusques. Les trains, sur cette ligne, sont équipés avec un pilotage automatique dont le système de freinage fonctionne mal, de sorte qu'à chaque station, le freinage est très sec et les voyageurs perdent l'équilibre. C'est le lot de tous les usagers de cette ligne d'être bousculés de cette façon et c'est pour cette raison que ces deux voyageuses sont tombées et se sont blessées.

Depuis plusieurs mois que ce nouveau système est installé, les voyageurs ont protesté à maintes reprises auprès des conducteurs et eux-mêmes se sont plaints du mauvais fonctionnement du système de freinage auprès de la direction de la Régie. Mais, jusqu'à présent, rien n'a été fait.

La RATP se moque vraiment non seulement du confort mais aussi de la sécurité des voyageurs. Elle n'a rien fait pour pallier à cette anomalie du pilotage automatique et porte donc l'entière responsabilité de ces deux accidents et de ceux

qui risquent de se produire si ce système n'est pas rapidement modifié.

Correspondant LO.

### SNCF - PARIS-EST : Des repas de 1<sup>re</sup> et de seconde classes

La SNCF va mettre en place une restauration dans les voitures « Corail ». Mais tenez-vous bien : on servira des repas chauds dans les voitures de 1<sup>re</sup> classe, tandis que les secondes n'auront droit qu'à des repas froids.

Ce n'est pas la première fois que nos « cerveaux » dirigeants s'illustrent aussi bêtement — mais là ils viennent à nouveau de se surpasser. Sans doute, espèrent-ils être classés en tête du concours des suggestions et empêcher la meilleure prime ?

En tout état de cause au palmarès de la bêtise, nous les classons hors concours.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Paris-Est.

## RHONE-POULENC VITRY :

### Ministre et patron s'entendent bien

Monsieur Beullac, ministre du Travail, n'a vraiment rien à refuser au patronat. Il vient de désavouer son subordonné, l'inspecteur du Travail de l'Isère, qui avait refusé d'accorder les licenciements de 356 travailleurs de l'usine Rhône-Poulenc textile de Roussillon.

Renaud Gillet a les mains libres, et il ne s'en prive pas. Ces 356 travailleurs seront donc licenciés. Mais après avoir reçu leurs lettres de licenciement, 197 d'entre eux se sont vu remettre la « médaille d'honneur du travail ». Quel cynisme !

Pour prouver leur solidarité avec les licenciés et leur écœurement face à cette attitude mercredi dernier 1 500 travailleurs de RP textile et RP industrie ont manifesté. Face au trust RP, seule la plus grande solidarité peut faire revenir la direction sur ces licenciements.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc - Vitry.

## PEUGEOT - SOCHAUX :

### Des problèmes que ne se posent pas les gros bonnets de la direction

Le jour de la paye beaucoup de travailleurs ont eu des retenues provisionnelles pour cause de maladie allant jusqu'à 500 F. Une travailleuse de carrosserie finit à même eu une retenue de 1.500 F alors qu'elle n'avait rien touché de la Sécurité sociale.

Comment pourra-t-elle vivre ce mois-ci avec toutes les dépenses à faire pour un ménage ?

Ceux qui sont à l'origine de telles décisions s'en moquent bien, car eux, lorsqu'il leur arrive de tomber malades ont suffisamment de millions en banque pour faire face à cette situation.

L'administration se moque de la vie des gens. Voilà ce qui doit changer !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Peugeot-Sochaux.





Manifestation en 1974. Des travailleurs de la Thomson réclament « 200 F, pas de pourcentages ».

## QUAND LA C.G.T. S'ENLISE A JUSTIFIER LES AUGMENTATIONS HIÉRARCHISÉES...

A la Thomson CSF Levallois, une consultation a été organisée par la CFDT sur les augmentations. Sur 357 réponses, 241 étaient en faveur des augmentations égales pour tous, 96 seulement en faveur des augmentations en pourcentage.

La CGT s'est sentie obligée de justifier sa position pour les augmentations hiérarchisées dans un tract, démonstration à l'appui :

« Pierre à un instant t gagne 1.000 F. Paul à ce même instant gagne 2.000 F. Pierre avec son salaire peut acheter 100 kg de denrées.

Paul avec son salaire peut acheter 200 kg de denrées.

A cet instant t, la vie augmente de 20 % (20 % représentant la moyenne de diverses augmentations des produits).

Pour garantir le pouvoir d'achat

de Pierre et de Paul, il faut qu'ils puissent toujours acheter avec leurs salaires respectivement 100 kilos de denrées et 200 kg de denrées.

Pour acheter toujours 100 kg de denrées, Pierre aura besoin de 1.200 F.

Pour acheter toujours 200 kg de denrées, Paul aura besoin de 2.400 F.

L'un et l'autre auront conservé leur pouvoir d'achat »...

A ceux qui diraient que « le prix du beefsteak » est le même pour tout le monde, la CGT explique d'avance :

« Nous disons qu'il est faux de poser le problème de cette façon », « la famille du salarié qui gagne 5.000 F par mois aura un logement plus confortable, mangera mieux, s'habillera mieux, aura plus de loisirs, pourra partir aux sports d'hiver, etc.

Où s'arrête l'indispensable et où commence le superflu ? »...

Et à la CFDT qui propose que l'augmentation uniforme soit calculée sur un salaire de 3.600 F, ce qui donne 420 F, la CGT répond : « Cela nous inquiète. En effet, ceci veut dire que les salaires gagnant plus de 3.600 F par mois doivent subir une perte de leur pouvoir d'achat. Nous posons le problème.

Est-il juste que Cheneau, ouvrier à l'Outilage, participant à toutes les luttes, gagnant 3.782 francs, subisse une perte de son pouvoir d'achat ?

Est-il juste que Faydit, représentant syndical CGT, technicien gagnant 4.000 F par mois, subisse une perte de son pouvoir d'achat ? (...) »

« Poser le problème des besoins comme l'ont fait nos camarades de la CFDT en comparant

le salaire d'un ingénieur et d'un ouvrier et en partant du principe que tout le monde a les mêmes besoins est à notre avis un peu trop simpliste. »

En fait la CGT est de mauvaise foi quand elle prétend que en elles-mêmes des augmentations uniformes diminueraient le pouvoir d'achat des hauts salaires. Tout dépend en réalité sur quelles bases sont calculées aussi bien les augmentations en pourcentage que les augmentations uniformes. Mais ce qui ressort de toute cette laborieuse démonstration c'est que la CGT défend le principe de la hiérarchie des salaires. Et que pour la CGT de Thomson-CSF Levallois, ingénieur et ouvrier n'ont pas les mêmes besoins...

Inutile de dire que ce tract a déclenché de nombreuses discussions dans les ateliers. Un

peu partout les travailleurs allaient demander des comptes aux délégués CGT, y compris à Cheneau qui était bien en mal de s'expliquer. Il n'était pas rare de voir des groupes de discussions se former aux appareils à boissons de l'usine, à la place de ceux qui, au 28, défendaient le plus les augmentations hiérarchisées.

La CGT a beau accumuler les calculs et triturer les chiffres dans tous les sens, les travailleurs n'ont pas pour autant abandonné l'idée que les revendications uniformes, c'est la meilleure façon de s'unir pour lutter efficacement contre le patron.

C'est une revendication qui permet aux bas salaires d'obtenir autant dans la lutte que les hauts salaires rarement partie prenante dans l'action.

## Sécurité sociale : qui sont les vrais fraudeurs ?

A la CRAMP (Paris) comme dans de nombreux organismes de Sécurité sociale existe un service indépendant de la médecine du travail, la « médecine du personnel », chargée uniquement de contrôler l'absentéisme et de filtrer l'embauche.

Et depuis quelques mois les contrôles se multiplient. Pour les médecins flics qui composent ce service, c'est simple : les employés sont tenus de signaler leur absence maladie en téléphonant avant neuf heures. Puis, la liste des absents est communiquée à la médecine du personnel qui peut établir son plan de route pour faire la chasse aux éventuels « fraudeurs ». De plus la direction a fait établir un programme informatique dressant la fréquence des absences de chaque employé. Il suffit donc de consulter la fiche.

Et ces individus qui se prétendent médecins font preuve d'un zèle surprenant : une employée a reçu leur visite deux fois en une semaine, une autre a été poussée à reprendre de travail sous menace de se voir supprimer ses indemnités journalières et son complément de salaire ;

les femmes qui s'arrêtent le mercredi en congé « enfant malade » sont immédiatement repérées comme fraudeuses et reçoivent la visite de ces personnages.

Quant aux absences maladie d'une journée, elles sont parfois tout simplement refusées. C'est alors le salaire qui saute avec menace de sanctions à l'appui.

Ces contrôles vont de pair avec l'accentuation du contrôle médical auprès de l'ensemble des travailleurs que les conditions de vie infernales, la maladie et les accidents du travail obligent à interrompre leur travail.

C'est scandaleux ! Si la direction de la CRAMP cherche ce qui coûte cher à la Sécurité sociale, elle est bien placée pour le savoir, puisque c'est elle qui dirige le service de Prévention des accidents du travail.

Alors, qu'elle accentue le contrôle de ceux qui mutilent et tuent les travailleurs en ne veillant pas à leur sécurité. Et pour cela la CRAMP n'aurait même pas besoin d'un corps de contrôle spécial, il suffirait de faire appel aux travailleurs pour qu'ils signalent les patrons fraudeurs.

## Huré (Bagneux)

### La section FO dissoute après la manifestation du 7 octobre

Poussée sans doute par les réactions de ses militants, la confédération Force Ouvrière (et en son nom Bergeron) avait finalement pris position ce plan Barre, mais sans appeler à la journée du 7 octobre, qu'elle jugeait trop « politique ».

Mais cela ne signifiait pas pour autant, pour tous les syndiqués FO, la liberté d'exprimer leur mécontentement. Chez Huré, à Bagneux (Hauts-de-Seine), qui fabrique des machines-outils, la section FO avait appelé à la grève pour le 7 octobre et décidé de participer, en commun avec l'autre syndicat de l'usine - CGT - à la manifestation.

Cela n'a pas traîné : une semaine plus tard, la section FO de Huré était dissoute. Raison : la fédération parisienne de la métallurgie, dont dépendait cette section, avait formellement interdit la participation à la journée du 7.

Force Ouvrière n'hésite donc pas à priver de leur organisation des travailleurs qui n'ont fait que s'associer à un mouvement général de protestation contre le plan Barre (auparavant, la section FO de Huré n'a guère semblé avoir de désaccords avec sa confédération...), bafouant donc la plus élémentaire démocratie à l'intérieur du syndicat.



Christian Beullac, un ministre du Travail, pas des travailleurs, en tout cas.



# L'exploitation au jour le jour

## Renseignements téléphoniques :

### De l'autre côté du fil



#### Saft-Bordeaux :

##### NON AUX SANCTIONS

Un ouvrier a reçu trois jours de mise à pied. Et il a eu le malheur d'en choisir lui-même la date.

Sur ce, la maîtrise pousse des cris indignés : ces trois jours ne sont pas valables, il devait la consulter pour savoir quand elle, elle avait décidé pour lui.

Elle veut que les travailleurs acceptent ses moindres volontés. Alors, par mesquinerie et par hargne imbécile de petits chefs, la maîtrise, non contente que cet ouvrier ait déjà fait trois jours, lui en redonne trois de plus pour bien montrer qu'elle est le maître à bord... après la direction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Saft-Bordeaux.

#### Peugeot - Sochaux :

##### BIENTOT L'INAUGURATION DE LA PREMIÈRE PIERRE

Si vous vous êtes promenés à l'OECS ces jours derniers, vous avez pu tomber sur cette boîte collectée. Il s'agit d'un clin d'œil des travailleurs du secteur qui espèrent qu'avec l'argent recueilli, on pourra — au moins — poser la première pierre d'un mur qui devrait être construit depuis longtemps, pour séparer l'extrémité nord de l'OECS d'une allée de l'embout où continuellement passent des fenwicks.

Une réclamation a été faite depuis deux ans, et on attend toujours. Alors, camarades, comme il y en a assez du bruit et des courants d'air, n'hésitez pas à prendre la truelle.

C'est au pied du mur qu'on voit le maçon. La production de Peugeot attendra.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Peugeot-Sochaux.

#### Creusot-Loire (Le Creusot) :

##### REFUSONS LA DIVISION

Depuis fin septembre, la direction, dans le cadre de la restructuration, a décidé de ne plus reprendre systématiquement les camarades immigrés à leur retour du service militaire.

A cette occasion la direction a chanté sa rengaine habituelle sur la crise et le manque de travail. Nous sommes pourtant les mieux placés pour savoir que du travail, il y en a, la preuve c'est que nous faisons encore 43 heures par semaine !

En fait, par cette mesure, la direction essaie surtout de nous diviser entre travailleurs français et travailleurs immigrés. Mais, Français ou immigrés, nous n'avons que notre salaire pour vivre. Sous aucun prétexte, nous ne pouvons tolérer qu'elle retire le droit au travail à certains d'entre nous !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Creusot-Loire - Le Creusot.

Les Renseignements Téléphoniques, c'est le 12 et une voix qui vous répond « Renseignements bonjour, que désirez-vous ? ». Mais derrière cette voix aimable, il y a une employée qui n'a pas toujours la possibilité de l'être. Une employée du centre de Renseignement de Brune (l'un des plus modernes) nous dit pourquoi.

— En quoi consiste ton travail ?

— Il s'agit de répondre à toute demande de renseignements d'un abonné, c'est souvent une recherche de numéros. Il faut chercher dans les fichiers. Quand tu as la bonne fiche, tu la places dans une visionneuse pour trouver le numéro correspondant. C'est un travail monotone et inintéressant. Avec près de 300 appels par vacation tu comprends facilement qu'en fin de journée, il nous est difficile d'être aimable avec le demandeur.

— Et les conditions de travail ?

— Ce n'est pas la joie ! Il y a trois salles de 60 filles chacune. Pas le droit de parler. De toute façon, on n'aurait pas le temps. Nous ne pouvons

pas refuser un appel car le standard est programmé pour cela : il y a 15 secondes de battement entre chaque appel et tu ne peux pas couper.

Et bien sûr, il y a le port du casque. Il a d'ailleurs été perfectionné récemment. Maintenant il est tout petit et se met à l'intérieur même de l'oreille, alors qu'auparavant il se posait sur l'oreille. Mais pour celles qui préfèrent garder l'ancien modèle, c'est autorisé.

Le seul ennui avec le nouveau casque, c'est qu'il y a plus de résonance. Le son est plus amplifié. Alors quand on le supporte toute la journée avec seulement une pause d'une demi-heure, puis une autre de dix minutes, rien d'étonnant que certaines y laissent leur santé et leur équilibre.

C'est un travail qui épuise les nerfs, et des crises de nerfs il y en a aux Renseignements !

Sans compter la fatigue des yeux et les maux de tête que nous attrapons à cause des visionneuses.

Quant aux déformations professionnelles, nous, les standardistes nous sommes gâ-

tées. Cela va des « Terminé ! personne ? Je coupe » quand tu tires la chasse d'eau, à « Ne quittez pas ! » quand tu ouvres la porte à quelqu'un.

D'ailleurs, pour que l'administration nous accorde les 35 heures, c'est qu'elle a bien été obligée de reconnaître qu'on ne peut pas travailler 40 heures dans un tel service.

Nous avons droit à 3 ou 4 « aller-retour » au maximum dans la vacation (un aller-retour, pour nous, c'est une pause de 7 minutes), tous notés par la surveillance.

D'ailleurs tout est noté. Par exemple, quand tu débutes, tu as des écoutes une fois par mois, c'est-à-dire que tu es sous surveillance, les chefs écoutant les réponses aux abonnés ; après c'est de temps en temps. Là aussi la surveillance doit marquer tout ce que tu dis à l'abonné, de quelle façon tu lui réponds, ta « manière de servir ». Avec le genre de phrases-type « Renseignements bonjour, que désirez-vous ? » c'est une espèce de dépersonnalisation que tu subis. Il faudrait, quand tu réponds, que tu oublies tes conditions de travail et tes soucis.

#### Creusot-Loire (Le Breuil) :

### Attention au patron assassin !

Vendredi matin, au Breuil, deux explosions ont eu lieu aux alentours d'onze heures au four 1.

La première explosion a averti l'ensemble de nos camarades qui ont pu se réfugier à temps. La deuxième explosion, d'une rare violence, a projeté de la crasse à 1.500 degrés dans tout l'atelier allumant partout des foyers d'in-

cendie.

Encore une fois, c'est un miracle s'il n'y a pas eu d'accidenté et de brûlé. C'est un avertissement de plus, donné à la direction. Elle sait parfaitement les risques qu'elle fait courir à l'ensemble des travailleurs des Acieries. Mais elle ne fait rien. Aussi, qu'elle ne vienne pas nous par-

ler de sécurité. Seule la direction a les fonds et les techniciens nécessaires à la réalisation de la sécurité efficace aux fours. Elle préfère ses profits à la sécurité, et en cela la direction est criminelle de droit commun.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Creusot-Loire - Le Breuil.

## L'exploitation des travailleurs des routes (Toulouse)

Viafrance, vous connaissez ? Vous en avez en tout cas certainement déjà vu des travailleurs de cette entreprise sur les routes de France : ce sont eux qui réparent et qui goudronnent les portions de chaussées détériorées. A Toulouse, l'entreprise couvre une dizaine de départements et les chantiers sont dispersés dans un rayon de 250 kilomètres autour de cette ville. Il n'est pas rare de travailler à 350 km de son domicile. Dans ces conditions, les travailleurs sont en déplacement continu et ils ne rentrent chez eux que le week-

end. L'été justement, les horaires peuvent atteindre 60 heures par semaine et le patron offre dans ces conditions 2275 F par mois y compris la prime de déplacement.

L'hiver, les salaires varient entre 1700 et 1800 F toutes primes comprises. La semaine atteint 48 à 50 heures : les conditions atmosphériques ne permettent pas le goudronnage. La sécurité est très limitée : il n'y a aucune protection sur les machines, en particulier sur les hélices des machines qui font avancer le goudron.

Face à cette exploitation digne

du siècle dernier, les travailleurs se sont organisés dans un syndicat CGT. Sur une centaine d'ouvriers, il y a environ 90 syndiqués. Mais la lutte est difficile car l'entreprise est organisée nationalement et il n'y a pratiquement pas de coordination entre les secteurs régionaux. Par exemple, pour la grève nationale du 7 octobre, les travailleurs de Toulouse n'ont pas été avertis sur les chantiers des mots d'ordre de grève par le syndicat. Une entreprise où il ne fait pas bon vivre comme on le voit !

Correspondant L.O.



## Les questions du mode de vie de Léon Trotsky

● En 1923, en pleine période de reconstruction économique, la guerre civile terminée depuis deux ans, la famine surmontée, Trotsky projetait d'écrire une brochure populaire sur la question de la transformation du mode de vie quotidien. Il réunit à cet effet des militants de Moscou. Sur la base des discussions qu'il eut avec eux, il rédigea finalement ce petit livre non pas à l'usage du grand public, mais des membres du Parti Communiste, des dirigeants des syndicats, des coopératives et des organisateurs culturels. Ce changement de destination ne fut par fortuit. Car lutter contre les préjugés, l'ignorance et la grossièreté des mœurs, élever le niveau technique et culturel de la classe ouvrière et de l'ensemble de la population ne relevait guère finalement d'articles de propagande. Nombreux furent à l'époque ceux qui se complaisaient à déplorer l'arriération de la Russie et prodiguaient leurs bons conseils éducatifs à l'usage des masses. Mais mobiliser le parti dans le « militantisme culturel » signifiait pour Trotsky fixer des objectifs politiques bien précis, qui n'avaient rien à voir avec des exhortations générales. Et si les responsables communistes voulaient éduquer les masses, il fallait qu'ils commencent par s'éduquer eux-mêmes, et en particulier par lutter contre tous les symptômes de bureaucratisation du parti et de l'appareil d'Etat qui contribuaient les premiers à entretenir un mode de vie réactionnaire.

Les ouvriers se désintéressaient-ils de la presse communiste officielle ? C'était moins par apolitisme (comme on aimait s'en plaindre) que parce que cette presse était de mauvaise qualité et rédigée pour des initiés, répondait en substance Trotsky.

« Chers collègues journalistes, le lecteur vous supplie de ne pas lui faire la leçon » et par contre de lui présenter les faits sérieusement, sans vous contenter de répéter sur tous les tons que la bourgeoisie est la bourgeoisie et le prolétariat le prolétariat, leur reprochait-il.

La plus belle anarchie régnait-elle dans le domaine économique ? On peut mettre ses propres insuffisances sur le dos des ouvriers qualifiés, dont on prétend qu'ils « manquent de conscience politique ». Mais, expliquait Trotsky, eux-mêmes ne pourraient-ils pas reprocher à bon nombre de « communis-



tes » de se contenter de baratiner ? « Et les baratineurs sont très nuisibles car le travail leur file entre les doigts ». La vraie raison de l'anarchie économique provient de ce que les projets grandioses des communistes ne valent, rien si les responsables n'apportent pas la plus grande attention aux moindres détails. Car — ajoutait-il — pour éduquer les masses, il faut commencer par prendre à cœur les « petites choses », sans lesquelles il n'y en a pas de grandes. Il s'agit de se procurer les lacets pour les chaussures, de ne pas jeter les mégots par terre ou de le tolérer, d'entretenir scrupuleusement le petit outillage. Et ce souci de la part des responsables est la seule façon d'apprendre à chacun à relier son activité particulière à l'œuvre commune. Et c'est aussi la meilleure façon de lutter contre le bureaucratisme, qui consiste à s'enliser dans le formalisme, les pédales, sans régler aucun détail pratique.

Bien sûr, le mode de vie est très difficile à changer. Car, plus que n'importe quoi

dans la vie sociale, il s'élabore « derrière le dos des gens », rappelle Trotsky en paraphrasant Marx, et représente ce qu'il y a de plus conservateur et de plus têtue. Aussi ne suffit-il pas d'opposer l'avenir « socialiste » au présent pour le changer en quoi que ce soit. Car éduquer, c'est commencer par voir soi-même la réalité. L'art nouveau peut être éducatif si, au lieu de prétendre créer une hypothétique vie nouvelle, comme le faisaient les partisans de la « culture prolétarienne », il représente la vie réelle, en démasque les tares et les ridicules, particulièrement là où ils sont les plus sensibles : au point de jonction du parti avec les masses, de l'appareil d'Etat et de la population.

Faire de la propagande contre l'Eglise et l'obscurantisme ? Oui, bien sûr, mais ce n'est pas le plus efficace. L'Eglise spéculait sur des besoins qui, eux, sont profondément humains et légitimes : sortir de l'ordinaire, se divertir, le sens du théâtre et l'exaltation des sentiments. C'est sur ce terrain qu'il faut battre

l'Eglise et lui trouver un concurrent. Et ce concurrent, ce peut être le cinéma, qui a un succès populaire extraordinaire et dont les communistes peuvent faire un merveilleux moyen de culture et d'éducation de masse. « Un Etat ouvrier n'est ni un ordre spirituel, ni un monastère; il faut faire du divertissement un instrument d'éducation collective ». Car, pour Trotsky, poser sérieusement la question de la transformation du mode de vie, c'était renoncer aux prêches et partir des besoins légitimes des hommes.

Rien ne sert de déplorer la « dépravation des mœurs », les drames familiaux ou le manque de liberté effective des femmes. Mieux vaut mettre en place des laveries collectives où l'on ne vole pas le linge, des restaurants collectifs où l'on mange mieux qu'à la maison, et des crèches où il y a de BONS éducateurs.

La grossièreté du langage et des mœurs légendaire en Russie ? On peut tancer les masses arriérées. Mais il faut distinguer « la grossièreté du désespoir, affamée, sans issue » et la grossièreté « rassasiée, à la voix grasse, méprisante », celle de l'esclavagiste, de l'ancien propriétaire foncier, celle aussi des bureaucrates actuels ! Et Trotsky pose le problème politique réel du moment : la lutte quotidienne, implacable, contre l'insolence bureaucratique. Il faut que l'homme simple cesse de craindre une institution à laquelle il lui arrive d'avoir recours. L'appareil d'Etat, l'administration doivent être au service de la population et non entretenir avec elle les rapports grossiers de l'ancienne oppression. Et pour lutter le plus efficacement contre cette grossièreté, une tâche immédiate : rendre public le comportement d'une centaine de bureaucrates et en faire le procès public !

Ceux qui chercheraient dans ces textes de Trotsky des recettes infaillibles pour transformer la vie, ou des préceptes socialistes auxquels se conformer, risqueraient d'être déçus. Rien ne lui était plus étranger que d'opposer la norme, fût-elle socialiste, à la vie réelle. Ce n'est que dans la vie concrète qu'il voyait les ressorts de la vie future et dans les hommes réels, avec leurs besoins, leurs passions et leurs sentiments les possibilités de leur transformation.

Et il abordait les questions de la transformation du mode de vie non pas en moraliste, mais en dirigeant révolutionnaire, qui envisage les moyens

## Génie la Folle

d'Inès  
CAGNATI

Génie la Folle est l'un des romans dont on parle pour le Prix Goncourt.

C'est Marie, la fille, qui nous raconte son histoire et celle de sa mère, Eugénie, que l'on a mise au ban du village parce qu'elle était fille-mère et qu'on la disait folle. Oh, certes, le village a pitié de « la folle » : on lui donne des vieux vêtements pour habiller sa fille, on lui donne surtout du travail. Et Génie passe ses journées dans le champ des autres ou dans leur maison, pour une bouchée de pain, pour pouvoir ramener le soir quelques provisions chez elle.

Génie la Folle, c'est son nom. On le dit devant elle, devant sa fille ; cela vient si naturellement à la bouche. Et face à cette hostilité, ce mépris, Eugénie n'a qu'une défense, le mutisme. Et Marie aussi, qui cherche seulement à communiquer avec sa mère, mais se fait toujours renvoyer par celle-ci, harassée de travail : « Ne traîne pas toujours dans mes jambes ! »

Et leur drame, où les malheurs s'accumulent, parce que la misère les attire tous, n'est en rien exagéré. Il est de ceux qui existent, que l'on connaît parfois autour de soi, que l'on entrevoit parfois dans un journal, au travers d'un fait divers, de l'incendie d'un taudis, d'un suicide... Et il est raconté de l'intérieur, vu à travers les yeux de Marie, avec des mots simples et qui ne peuvent pas ne pas toucher.

Olivier BELIN.

Génie la Folle, d'Inès Cagnati - Ed. Denoël - 234 p. - 30 F.

matériels et humains réels pouvant changer les rapports sociaux et psychologiques entre les gens. Et c'est bien cette façon d'aborder ce problème qui est toujours exemplaire aujourd'hui et donne à ces textes, écrits pour les militants russes d'il y a un demi-siècle, une telle richesse de contenu pour les militants d'aujourd'hui.

Huguette CHEVIREAU.

Les questions du mode de vie de Léon Trotsky - Coll. 10/18 - 180 p. - 10 F.



## Otalia de Bahia ou les pâtres de la nuit

de Jorge AMADO

**Otalia de Bahia** est le dernier livre de Jorge Amado, écrivain brésilien, membre du Parti Communiste, qui a déjà publié de nombreux romans sur le Brésil et en particulier sur le « petit peuple » de Bahia, comme *Capitaines des sables* ou *Bahia de tous les saints*.

**Otalia de Bahia** retrace plus particulièrement la vie d'une bande de copains, joueurs de cartes professionnels, chômeurs, prostituées, leurs amours tumultueuses, leurs problèmes quotidiens, avec cependant une certaine complaisance à l'égard du milieu des petits souteneurs et des prostituées.

La dernière partie du livre est consacrée à l'histoire de l'invasion de terres vides par une partie de la population de Bahia, qui y construit des maisons. Ces terres appartiennent en fait à un propriétaire, dit Pépé-huit-cents (riche car vendant huit cents grammes pour un kilo).

Cette invasion devient une affaire d'Etat. Repoussant une première fois l'assaut de la police,

les « squatters » deviennent célèbres. Tout le monde s'occupe soudainement d'eux : le gouverneur, les députés de la majorité, de l'opposition, les journalistes.

Jorge Amado met parfaitement en lumière les intérêts qui guident tous ces soudains « amis du peuple », en les ridiculisant de façon très drôle.

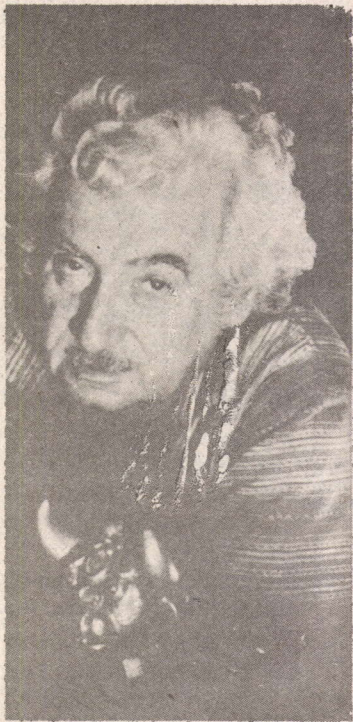
Finalement, les squatters sont victorieux, mais Pépé-huit-cents est largement indemnisé, certains députés de l'opposition y gagnent des places au gouvernement.

Le style est simple, chaleureux. Le lecteur se sent proche des héros du livre, partage avec eux leurs joies et leurs peines, les fêtes consacrées aux innombrables saints brésiliens, qui ne sont pas tous très sérieux, comme ce saint « Eshu », un incorrigible farceur !

Ce livre se lit avec plaisir. Il est vibrant de vie et d'humour.

Laurence VINON.

*Otalia de Bahia*, de Jorge Amado - Ed. Stock - 26 F.



## FRENCH ORDINATEURS

de l'affaire Bull à l'assassinat  
du Plan Calcul

de Jacques JUBLIN et  
Jean-Michel QUATREPOINT

Les auteurs ont voulu démontrer que, sans la « trahison » de certains chefs d'entreprise et les « faiblesses » de quelques politiciens (dont Giscard d'Estaing, accusé d'avoir cautionné le torpillage des ordinateurs français), l'objectif qu'avait fixé De Gaulle en 1966 avec le Plan Calcul serait aujourd'hui atteint et que le géant américain IBM serait tenu en échec... sur le territoire national.

L'intérêt de l'ouvrage est ailleurs. Il est de montrer de près un certain nombre de pratiques qui, pour n'être pas nouvelles, valent d'être rappelées. L'empressement de l'Etat français, dès qu'il a créé la CII (Compagnie Internationale pour l'Informatique), à l'offrir aux deux grands de l'électronique, Thomson et CGE. La guerre larvée qui s'ensuivit, chacun tirant la couverture à soi. L'impuissance de l'Etat à arbitrer le conflit. L'absence de scrupules, le double jeu dans les négociations entre différentes sociétés, nationales ou multinationales. Les politiciens divisés au sein du même gouvernement, selon l'intérêt financier qu'ils dé-

cident de soutenir...

Ce qu'ils appellent eux-mêmes l'« intérêt national » et même l'informatique apparaissent finalement fort peu dans les préoccupations des P-DG, des politiciens ou des actionnaires. Ce qui guide ces gens-là, c'est le gain escompté.

**French Ordinateurs** s'achève sur un mariage : celui de la CII avec la société américaine Honeywell-Bull. Et c'est encore l'Etat qui verse la dot, qui se monte à 500 milliards d'anciens francs.

La lecture de **French Ordinateurs** est souvent rendue difficile par les citations fastidieuses. Mais les faits évoqués par ce livre vont au-delà de l'intention de ses auteurs : ils dénoncent l'immense gâchis que causent à la société la concurrence capitaliste et le profit.

Hervé MARTIN.

*French Ordinateurs*, de l'affaire Bull à l'assassinat du Plan Calcul, de Jacques Jublin et Jean-Michel Quatrepoint - Ed. Alain Moreau - 44 F.

## J'ai cru au matin

de Pierre DAIX

Ce livre apparaît comme une sorte de bilan-confession d'une vie d'un intellectuel stalinien... qui regrette et qui tente de se justifier. Entré à 18 ans dans la Résistance, en 1940, sur les bases du nationalisme, déporté à Mathausen, puis successivement secrétaire de Tillon à la Libération, rédacteur à *Ce Soir* (quotidien du soir du PCF, aujourd'hui disparu), pour finalement devenir rédacteur en chef des *Lettres Françaises* auprès d'Aragon, Daix nous rapporte ses tribulations dans les sphères dirigeantes du PCF. Il brosse une succession de situations dans lesquelles il passa, selon lui, de l'éveil politique au stalinisme béat, puis au stalinisme conscient, pour finir par militer sans illusions, avant de rompre entièrement avec le PCF et le stalinisme, mais du même coup avec le communisme.

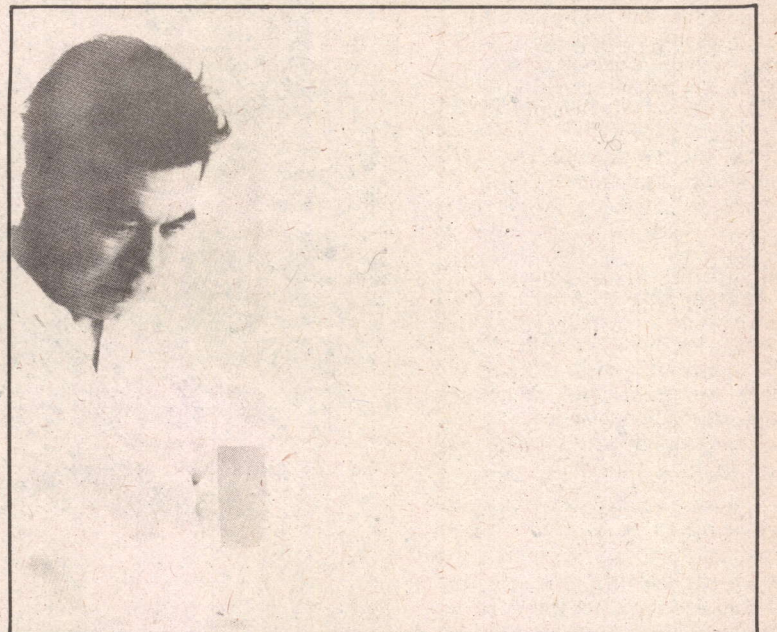
Et ces tableaux ont un certain intérêt, comme lorsqu'il décrit le fonctionnement du secrétariat politique durant la maladie de Thorez, avec Duclos, Marty, Lécœur, Billoux et Fajon, où cha-

cun se sent sur la sellette, hanté par la moindre des prises de position qui pourrait entraîner une disgrâce. Il montre comment ceux qui doutaient s'exprimaient à demi-mots et cédaient au chantage à la division pour resserrer les rangs lors des procès Rajk ou Slansky ou, plus tard, lors de la répression de l'insurrection ouvrière hongroise.

Finalement Daix affirme que, depuis l'époque de ses premiers soupçons, au début des années Cinquante, jusqu'à la « normalisation » en Tchécoslovaquie, deux décennies se sont passées, pendant lesquelles il dit avoir essayé de concilier ses doutes avec les intérêts de la classe ouvrière. Il a beau battre sa coulpe et affirmer qu'il regrette, c'est se faire la part trop belle. Surtout lorsqu'il gomme ses responsabilités de plume stalinien, en rejetant la responsabilité de ses écrits sur ses supérieurs, comme Laurent Casanova ou même Thorez. Car tout de même, c'est bien lui qui a mené le combat pour affirmer contre toute évidence qu'il n'y

avait pas de camps de concentration en URSS; c'est lui qui applaudit au procès de Rajk en Hongrie. Et s'il affirmait que, si celui-ci se révélait être une faute judiciaire, il saurait reconnaître ses erreurs, cela ne représenterait qu'une tartufferie supplémentaire.

Et quand il prend position lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes russes, ce n'est finalement que parce qu'il s'avance un tout petit peu par rapport à la position officielle du PCF, qui condamne l'intervention du bout des lèvres. Il est ainsi très représentatif de ces intellectuels staliens qui n'ont jamais eu le courage ni l'honnêteté intellectuelle élémentaire d'affronter l'appareil. Il est bien sûr représentatif de ces littérateurs qui ont dû leur carrière personnelle au PCF et que leur soi-disant engagement militant vis-à-vis de la classe ouvrière n'empêcha jamais de lui mentir sciemment. Ils font maintenant amende honorable auprès de l'opinion publique bourgeoise, en osant prétendre que leur lâcheté politique était



due à leur fidélité à cette même classe ouvrière, pour rompre aujourd'hui avec le Parti Communiste sur des positions de droite anti-communistes. Car Daix, aujourd'hui, assimile stalinisme et dictature du prolétariat, comme il affirme que le stalinisme est la digne continuation du bolchévisme. Une trajectoire exemplaire d'un de ces intellectuels bour-

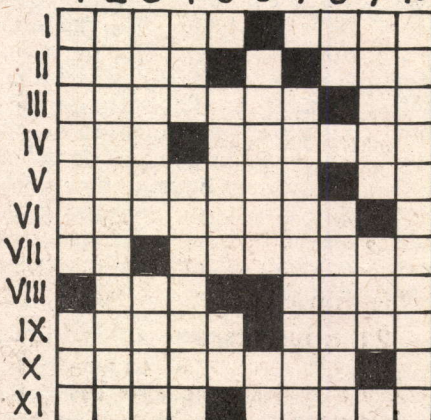
geois nationalistes, qui n'ont jamais connu du communisme que sa monstrueuse déformation stalinienne et qui déclarent, comme Pierre Daix dans son livre : « De toutes façons, il n'y a plus d'espérance pour la France que française ». Tout un programme !

André JUILLARD.

*J'ai cru au matin* de Pierre Daix - Ed. Robert Laffont - 460 p.

## MOTS CROISES

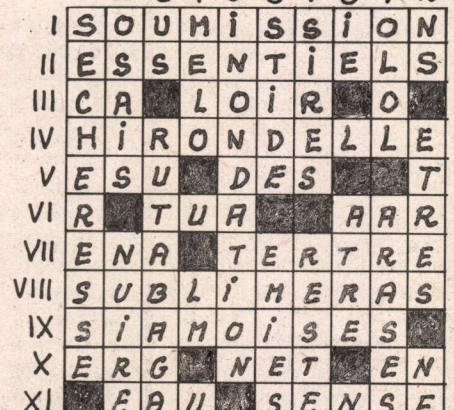
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10



**HORIZONTALEMENT.** — I. Un Premier sinistre - Pas propre. — II. Elan vers un métal jaune - Révolutionnaire espagnol assassiné par les staliens. — III. Pas du tout cultivés - Sert à lier. — IV. Pronom relatif - Donc échaudée. — V. Utiliseriez - En serre. — VI. Essuyer les plâtres. — VII. Personnel - On y trouve les officiels. — VIII. Pas bien du tout - Fleur. — IX. Peut être grossière... ou fine - La fin d'une aventure. — X. Introduisent. — XI. Existez - S'ouvrent largement.

**VERTICALEMENT.** — 1. Quand des milliers d'entre elles sont versées aux capitalistes, les prolos en mangent. — Au choix, pape ou voleuse. — 2. Adverbe pour un geste de sèmeur. — 3. Cela se fit au chant du coq - Comme Jehanne. — 4. Gorge tournante - Pas imaginaires. — 5. Filtrés du corps humain - Fin d'infinif. — 6. Biberon - Dans la cible. — 7. Un vassal était son homme. — 8. Révolution qui faillit coûter la vie à Galilée. - Pas forcément cause de cherté. — 9. Associées - Un méchant. — 10. Mise à l'ombre.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10





## FILMS RECENTS

1900 : Paysans et maîtres dans un petit village italien au début du siècle.

Marignan (8") - Olympic (14") - Grands Augustins (6") - Styx (5").

Barry Lyndon : Une belle évocation de la société britannique au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Impérial (2") - Gaumont rive gauche et Hautefeuille (6") - Gaumont Champs-Élysées (8") - Gaumont Sud (14").

La carrière d'une femme de chambre : Une satire des milieux du cinéma italien sous Mussolini.

Studio Médicis (5") - Biarritz (8") - Cinémonde (9") - Miramar (14") - Athéna (12") - Grand Pavois (15").

Les hommes du président : L'enquête de deux journalistes américains déclenche l'affaire du Watergate.

Rex (2") - Bretagne (6") - Odéon (6") - Ermitage (8").

Nous nous sommes tant aimés : En Italie, trois résistants trente ans après : un bilan émouvant et plein d'humour.

Les Cinoches de Saint-Germain (6").

Un éléphant ça trompe énormément : Pour se distraire, une comédie de mœurs réussie.

Biarritz et Paris (8") - Lumière (9") - Maxeville (9") - Fauvette (13") - Montparnasse Pathé (14") - Convention (15") - Caravelle (18") - Gambetta (20") - Athéna (12").

Vol au-dessus d'un nid de coucou : Comédie dramatique : le destin tragique d'un fou pas plus fou que ses médecins.

Rio Opéra (2") - Marbeuf (8") - Paramount Galaxie (13").

Lettre paysanne : La vie quotidienne aujourd'hui, dans un village du Sénégal. La Clef (5").

## ANCIENS FILMS A REVOIR

Une vie difficile : La vie d'un couple déchiré entre le désir de réussite sociale et le refus des compromissions. Drôle et triste en même temps.

Marais (4") - Olympic (14") - Mac Mahon (17").

Le bal des vampires : Un pastiche très réussi et très drôle des films de vampires.

UGC Opéra (1<sup>er</sup>) - Cluny Ecoles (5") - Marbeuf (8") - Montparnasse Bienvenue (15").

Le cuirassé Potemkine : La révolte de l'équipage du cuirassé Potemkine, pendant la révolution russe de 1905. Réalisé par Eisenstein, ce beau film révolutionnaire est devenu un classique du cinéma.

La Seine Cinéma (5").

à 13 h 30, 16 h 30, 18 h 30.

Ivan le Terrible : Un autre « classique » d'Eisenstein.

Ranelagh (16"), à 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30.

Fantasia : Walt Disney illustre par des dessins animés quelques célèbres œuvres musicales. Une réussite.

Gaumont-Théâtre (2") - Panthéon (5") - Arlequin (6") - Élysées Point Show (8") - Madeleine (8") - Diderot (12") - Fauvette (13") - Calypso (17") - Clichy Pathé (18") - Tourelles (20").

A nous la liberté : Une comédie réalisée par René Clair en 1932. Un joyeux chant à la gloire de la liberté...

Studio Bertrand (7").

L'Enfant sauvage : L'histoire de Victor de l'Aveyron, un « enfant sauvage », vue par Truffaut.

Studio Cujas (6").

Le pont de la rivière Kwai : Un officier britannique prisonnier des Japonais pendant la Seconde guerre mondiale, veut montrer à ses gardiens la supériorité de l'homme blanc, en prenant en mains la construction d'un pont.

Paris Loisirs Bowling (18").

La guerre d'Algérie : Un intéressant film de montage d'Yves Courrière. Louxor (10").

Certains l'aiment chaud : Autour de Marilyn Monroe et de Jack Lemon, une désopilante comédie.

St-André-des-Arts (6").

# FILMS FILMS

## MADO

de Claude SAUTET



## MISSOURI BREAKS

de Arthur PENN

Un promoteur immobilier, bourgeois plutôt libéral, bien dans sa peau et dans son milieu, pas particulièrement antipathique, à peine moins spéculateur que la plupart de ses confrères, est victime d'un plus requin que lui, homme d'affaires de haute volée, aigrefin et député à ses heures perdues.

Pour se défendre, pour éviter d'être mis sur la paille, il est amené à utiliser les méthodes illégales et même franchement crapuleuses que, par tempérament plus que par éducation, il réprouve.

Autour de lui gravite tout un monde de bourgeois, d'affairistes, de politiciens, de fripouilles et de truands, auquel vient s'adjoindre occasionnellement et par la bande un groupe de jeunes désœuvrés. Mado, jeune ouvrière travaillant à mi-temps et se prostituant de même, mais « avec ceux qui lui plaisent », sert de lien entre ces deux milieux.

Sur fond de crise économique, tout ce beau monde, sous les regards des jeunes, plus spectateurs qu'acteurs, spéculent en se régalant de Château Margaux 1947, s'escroque mutuellement, s'exerce au chantage et y réussit et, pour finir, s'embourbe, symboliquement, au fond d'un terrain vague. La société bourgeoise, quand on respecte les règles, la logique, les valeurs, ne permet pas plus d'y vivre proprement que d'y vivre heureux. Voilà ce qui ressort de ce film.

Et si ce film, très bien interprété, est pessimiste, il témoigne intelligemment de l'échec d'une société : les rapports humains sont faussés par la lutte pour l'existence, et les sentiments dévoyés par l'argent.

Alain MARQUET.

The Missouri Breaks relate un épisode de la conquête de l'Ouest, aux confins du Missouri, près de la frontière canadienne. Dans cette contrée sans pouvoir régulier, où les villes se construisent dans la boue et les ranchs dans le désert, des grands propriétaires sont en butte aux voleurs de toutes sortes, et en particulier aux voleurs de chevaux. Ils font appel à un mercenaire, le « régulateur », incarné par Marlon Brando, pour faire échec à une petite bande qui a à sa tête Jack Nicholson.

Marlon Brando campe un per-

sonnage extravagant, mais qui connaît son métier et l'exerce d'une manière féroce et efficace. Il assassine avec la bénédiction des propriétaires, qui pratiquent eux aussi une justice expéditive.

La bande de voleurs nous est présentée sous un jour sympathique et bon enfant. Ils font figure de bons bougres devant les cruautés et les méthodes des défenseurs de la propriété.

A côté de ces hommes, la fille du grand propriétaire est le personnage le plus entier et le plus fin du film, qui prend elle-même en mains ses relations amoureuses avec le beau bandit.

C'est donc un western avec des anti-héros, où le bien et le mal sont bousculés, en opposition à l'image d'Épinal que présentaient jadis les western hollywoodiens.

Ce thème de l'« anti-western » est désormais classique, depuis les westerns spaghetti en particulier. Mais The Missouri Breaks ne donne cependant pas l'impression de déjà vu, car Arthur Penn n'a pas adopté le style, lui-aussi artificiel, des westerns spaghetti. C'est par le côté réel des personnages qu'il nous attache à son film.

Laurent GORDON.

# TELE TELE

## Samedi 13 novembre

A2 - 13 h 45 - L'aube des hommes. La découverte de restes d'hommes préhistoriques vieux de 500.000 ans.

FR3 - 20 h 30 - Théâtre : L'école des femmes, de Molière, avec Bernard Blier et Isabelle Adjani. Une pièce comique dans laquelle Molière dénonce le mariage des femmes contre leur volonté, au XVII<sup>e</sup> siècle.

## Dimanche 14 novembre

A2 - 16 h 15 - Des animaux et des hommes : reportages sur les oiseaux.

FR3 - 17 h 50 - Méditerranée : La famille. L'organisation sociale et familiale des peuples méditerranéens.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : les bouquetins des Alpes.

TF1 - 20 h 30 - Film : Queimada, de G. Pontecorvo, avec Marlon Brando. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans l'île Quei-

mada des Antilles, les méfaits de l'impérialisme britannique par l'auteur du film La bataille d'Alger. Un excellent film.

## Lundi 15 novembre

TF1 - 20 h 30 - Film : La nuit du chasseur, de Charles Laughton, avec Robert Mitchum. Pour 10.000 dollars, un assassin poursuit deux enfants.

## Mardi 16 novembre

A2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran proposent un débat sur Le Parlement face aux Français. Pour l'introduire, le film de F. Capra Monsieur Smith au Sénat, avec James Stewart. Et pour participants

au débat : Alain Poher, Edgar Faure, M. Champeix, président du groupe socialiste au Sénat, etc. Cette émission a toutes les chances de n'être qu'un éloge sans partage de cette devanure démocratique qu'est le Parlement dans une société comme la nôtre, gouvernée par et pour les riches, et non par les députés.

TF1 - 21 h 30 - A la poursuite des étoiles, le Soleil : une bonne émission de vulgarisation scientifique, où des chercheurs compétents répondent simplement à des questions posées par des enfants.

## Mercredi

### 17 novembre

TF1 - 20 h 30 - Film TV : Tous les jours de la vie, de M. Frydland, avec H. Virlojeux et V. Silver. Une infirmière atteinte du cancer se bat contre la maladie.

FR3 - 20 h 30 - Film TV : Au bout du compte, de G. Chouhan. Les mésaventures d'un cadre touché, à son tour, par

le chômage.

TF1 - 22 h - L'opinion publique : les sondages. Comment sont-ils réalisés et quelle valeur leur accorder ?

## Jeudi 18 novembre

TF1 - 21 h 20 - L'événement : la Rhodésie. Le régime raciste de Ian Smith face à la révolte des Noirs.

## Vendredi

### 19 novembre

TF1 - 20 h 30 - Théâtre : Dommage qu'elle soit une putain, de John Ford, auteur anglais du début du XVII<sup>e</sup> siècle.

TF1 - 22 h 10 - Zouc ou le miroir des autres. Quelques-uns des sketches présentés par cette comédienne au Théâtre de la Ville, à Paris.

A2 - 20 h - 30 Récital de Julien Clerc.

## Dimanche

### 21 novembre

FR3 - 22 h 20 - Film : La femme et le pantin, de Josef von Sternberg.



## Les Travaillistes prêts à se saborder pour servir les intérêts du Capital

Les Travaillistes viennent de perdre deux des trois sièges qui étaient en jeu lors d'élections partielles le 4 novembre en Angleterre. A Workington, une circonscription qui était travailliste depuis 58 ans, le candidat conservateur l'a emporté en réalisant un déplacement de voix de plus de 13 %. Dans la circonscription de Walsall, ils gagnent 22,5 % par rapport à leur score de 1974.

Que les Travaillistes soient battus même dans leurs fiefs traditionnels, cela n'est guère étonnant. Sous le gouvernement du Travailliste Callaghan, les classes laborieuses ne connaissent ces dernières années qu'une aggravation continue de leur sort. Le taux d'inflation est parmi les plus élevés d'Europe, le taux de chômage connaît d'aussi tristes records;

et dans ce contexte, le gouvernement travailliste, de concert avec les syndicats, poursuit une politique de blocage des salaires et de restriction des dépenses sociales de l'Etat.

Et il est probable que des élections générales en Grande-Bretagne donneraient aujourd'hui pour l'ensemble du pays des résultats catastrophiques pour les Travaillistes. Le gouvernement Callaghan n'a d'ailleurs pas paru autrement surpris des résultats. Le chancelier de l'Echiquier, Healy, a déclaré à ce propos : « Les gouvernements doivent être prêts à subir des revers dans les élections partielles lorsqu'ils prennent des mesures impopulaires, mais nécessaires, dont les résultats n'ont pas eu encore le temps de se

faire sentir ». Et d'annoncer imperturbablement « de nouvelles décisions pénibles et impopulaires » pour l'avenir.

De ce pas, les Travaillistes courent à la faillite. Et pas par inconscience. Ils n'ignorent pas que leur politique leur enlève chaque jour un peu plus de crédit parmi les travailleurs qui sont leur traditionnelle force électorale. Mais les Travaillistes ne sont pas au gouvernement pour défendre les intérêts de ceux qui les ont élus; ils sont là pour gérer les affaires de la bourgeoisie et faire payer aux couches laborieuses, si besoin est, la crise créée par les patrons. Et ils remplissent loyalement cette tâche, quand bien même cela signifie pour eux le sabotage politique.

Hélène DURY.

## Quelques chiffres

Parallèlement à la perte de voix des Travaillistes et aux gains des Conservateurs, on a pu voir dans ces élections partielles plusieurs autres phénomènes tout aussi significatifs :

D'abord, dans deux de ces trois circonscriptions, un important pourcentage d'abstentions : 11 % d'abstentions supplémentaires par rapport aux élections de 1974 à Walsall, plus de 17 % à Newcastle. C'est par l'abstention qu'une partie de l'électorat de gauche a manifesté sa désapprobation de la politique du gouvernement travailliste.

Ensuite, le succès de l'extrême-droite dans l'une des circonscriptions, celle de Walsall, où le candidat du Front National a vu 6 % des voix se

porter sur son nom...

Signalons par ailleurs que, pour la première fois, le groupe d'extrême-gauche International Socialism présentait des candidats aux élections législatives à l'occasion de ces élections partielles.

Les candidats de IS ont axé principalement leur campagne sur le recrutement pour leur propre organisation, appelant tous ceux qui en avaient assez des Travaillistes à adhérer à IS afin de bientôt proclamer la création d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Leurs scores ont été de 574 voix (1,2 % des suffrages à Walsall) et de 184 voix (1,8 % des suffrages à Newcastle. IS ne présentait pas de candidat dans la troisième circonscription à Workington.

## Les zéloteurs de la torture d'ici et d'ailleurs

M. Albrecht, ministre-président de l'Etat de Basse-Saxe, en Allemagne Fédérale, est aussi un philosophe. Et c'est sa thèse de philosophie, intitulée *L'Etat : idée et réalité*, qui vient de soulever un certain scandale. On peut en effet y lire une apologie de la torture. Evidemment, le philosophe-président ne va pas jusqu'à préconiser la torture comme méthode de gouvernement pour la Basse-Saxe. Il la juge seulement « éthiquement défendable » dans certaines situations exceptionnelles. Et d'échafauder un cas de conscience exemplaire : on arrête un criminel dont la bande s'est emparée d'une bombe atomique et menace de détruire une grande

ville ; en le torturant, on pourra découvrir leur refuge et donc sauver des centaines de milliers de vies.

Mais manifestement, ce n'est pas sauver des vies humaines qui intéresse M. Albrecht. Ce qu'il prétend montrer c'est que la torture, au service d'une « grande cause », serait efficace et moralement justifiée.

Pas besoin d'aller en Allemagne pour entendre ce genre d'argumentation. La même a servi à la police et à l'armée française quand elles martyrisaient et assassinaient pendant la guerre d'Algérie. La même sert aujourd'hui au général Massu à revendiquer fièrement les tortures exercées

sous ses ordres ou par lui-même pendant cette même guerre. La même sert à tous les tortionnaires et à leurs inspireurs.

Car la torture n'a jamais visé, en réalité, à être « efficace » au sens où le prétend M. Albrecht. Et si elle a une quelconque efficacité, ce n'est qu'en tant que méthode terroriste employée par les gouvernements pour défendre leur société d'exploitation et d'oppression.

Quels que soient les mots ronflants qui servent à la justifier, la torture n'est jamais qu'un sale moyen au service de sales causes.

Vincent GELAS.

## Pologne

### Les travailleurs ne se laissent pas faire

Les bureaucrates polonais n'ont pas fini d'avoir du fil à retordre avec les opposants intellectuels et surtout avec les ouvriers.

Quatorze intellectuels connus ont constitué un comité d'aide aux travailleurs victimes de la répression qui fit suite aux manifestations et aux émeutes de juin dernier. Et maintenant c'est au tour de 889 ouvriers de l'usine d'Ursus (un faubourg de Varsovie) d'exiger, par voie de pétition, la réintégration de leurs camarades licenciés à cette époque.

Cela signifie que, malgré la répression dont ont été victimes les ouvriers d'Ursus, malgré les matraquages par la police, les arrestations, les condamnations et les licenciements, les travailleurs ne désarment pas, ne s'avouent pas vaincus.

Cette pétition va mettre une fois de plus le gouvernement polonais dans une situation délicate. Car depuis les émeutes de juin, spécialement à Ursus et dans la ville de Radom, à la suite de la

tentative d'augmenter brutalement les prix des produits alimentaires, les autorités ne sont jamais parvenues à reprendre les choses en main. Le gouvernement manie alternativement la répression et les concessions : reculant provisoirement sur la question des prix, matraquant les grévistes mais faisant appel à la clémence des tribunaux, congédiant de leur emploi certains des intellectuels membres du comité d'aide, etc.

Mais la répression déchaîne la colère, et les demi-reculs encouragent la combativité. Et maintenant, que vont faire les autorités ? Céder et reconnaître ainsi la victoire des travailleurs, ou refuser et prolonger ainsi l'hostilité des ouvriers d'Ursus et de bien d'autres ? C'est ce même dilemme devant lequel se retrouvent périodiquement les autorités.

Les bureaucrates qui gouvernent au nom de la classe ouvrière n'auront pas fini d'en voir avec elle.

André VICTOR.

## Liban

### L'ARMÉE SYRIENNE REPEINTE EN BLANC

Les forces « de la paix » prévues par l'accord de Ryad du 18 octobre, qui doivent servir de tampon entre les palestino-progressistes et les forces conservatrices dans le but officiel de rétablir la paix au Liban, se mettent en place au milieu des combats qui se poursuivent... ou plutôt elles ne changent quasiment pas de place, car les trois quarts de ces « forces de dissuasion » seront constituées par... les armées syriennes. Celles-là mêmes qui, hier encore, massacraient les palestino-progressistes.

Quant au quatrième quart fourni par divers pays arabes, il n'est pas encore ar-

rivé sur place au moment où nous écrivons...

En fait, il s'agit là d'une sinistre comédie : les troupes syriennes transformées pour la cause en « forces de la paix » — ayant tout simplement repeint leur matériel en blanc... aux couleurs de la Ligue Arabe (!), exigent aujourd'hui des Palestiniens à bout de souffle qu'ils leur remettent leurs armes. Et cela avec la complicité de tous les Etats arabes qui, sous couvert de rétablir la paix, se sont prêtés à une manœuvre visant à légitimer l'intervention syrienne !

Anne SEVILLE.



Même repeints en blanc, les chars syriens resteront les mêmes que ceux qui ont servi à massacrer Palestiniens et miliciens libanais de gauche. (UPI)